

**EHESP**

---

**Master 2 de Santé publique mention  
promotion de la santé et prévention**

Promotion : **2017 - 2018**

Date du Jury : **Septembre 2018**

---

**Participation sociale et voisinage**

**Créer un environnement favorable à l'entraide et  
stimulant les initiatives citoyennes, le capital social et  
le pouvoir d'agir des communautés**

---

**Aurélie LE RU**



---

# Avant-propos

---

Dans le cadre de ma deuxième année de Master de santé publique mention promotion de la santé et prévention, réalisé à l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP) à Rennes, j'ai effectué mon stage de fin d'études au sein du Réseau québécois de Villes et Villages en santé à Montréal, au Québec pendant 4 mois. À visée réflexive et exploratoire, ce mémoire professionnel se veut une compréhension du milieu dans lequel j'ai évolué durant quatre mois.

Dans le présent mémoire nous nous intéressons à la participation sociale. Cependant, cette question n'est pas traitée de manière élargie, puisque nous nous concentrons sur la participation sociale au sein des communautés géographiques de grande proximité. Ainsi, nous ne traitons pas spécifiquement, par exemple, des processus de consultation. Néanmoins, nous partons de l'idée que le développement de la participation sociale à cette échelle, est à la base d'un sentiment et d'une prise du pouvoir d'agir à un niveau macrosocial, les différentes formes de participation étant interreliées et se renforçant les unes avec les autres.

De la même façon, nous évoquons ici principalement des opportunités d'interactions sociales dans l'objectif de créer des environnements favorables à l'entraide et stimulant les initiatives citoyennes au sein du voisinage, le capital social et le pouvoir d'agir des communautés. Nous partons du principe que ces interventions sur le voisinage, se situent dans une perspective écologique. Nous sommes conscients que ce type d'action doit s'inscrire dans des politiques globales favorables à la qualité de vie du citoyen et au développement de son pouvoir d'agir. Il s'agit de considérer simultanément des interventions à différents paliers, et au sein de différents milieux de vie. Cela s'inscrit dans un paysage complexe, avec une multitude de démarches complémentaires. Il convient par exemple d'envisager l'influence des environnement bâtis sur la sociabilité (accessibilités, marchabilité, esthétisme) et les dynamiques de voisinage existantes. Cette action à l'échelle du voisinage doit se coupler à d'autres actions telles que l'accessibilité aux transports etc. Le collectif isolement social à Québec, met en ce sens différents types d'actions en place, citons par exemple le transport viable.

Dans le présent document, les termes employés pour désigner des personnes sont pris au sens générique, ils ont à la fois valeur d'un féminin et d'un masculin. Ce choix est fait dans le seul but de faciliter la lecture.

Dans le corps du texte, les citations des enquêtés sont en italique, nous pouvons nous référer à l'annexe 1 afin d'obtenir des informations supplémentaires sur le profil de l'enquêté.



---

## Remerciements

---

Tout d'abord j'exprime toute ma reconnaissance envers Madame Chloé Dodinot, directrice générale du Réseau québécois de Villes et Villages en santé et maître de stage pour sa disponibilité, son expertise et pour m'avoir permis de vivre cette précieuse expérience.

Mes remerciements s'adressent également à Madame Christine Ferron, déléguée générale de la Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé (FNES), professeure affiliée à l'EHESP et directrice de mémoire pour ses encouragements, ses conseils et son accompagnement.

Je remercie chaleureusement l'équipe du réseau, Madame Mathilde Barrault, coordonnatrice de projets, Madame Eve Cardinal, responsable des communications, Madame Jessica Veillet, anciennement chargée en développement collectif au sein du réseau et Monsieur Bernard Duchesnes, conseiller en communication Voisins solidaires pour m'avoir accueilli au sein de leur équipe.

Le présent mémoire s'est enrichi des nombreux échanges et entretiens avec les membres de l'équipe, les membres du conseil d'administration du réseau, et de la rencontre avec de nombreux professionnels et citoyens lors de divers colloques, je désire les remercier pour leur soutien, leur gentillesse et leur disponibilité.

Enfin je tiens à remercier Madame Marie-Renée Guével, enseignante-chercheure et co-responsable du Master à l'EHESP et Madame Caroline Garond, assistante pédagogique du Master, pour leur aide dans les démarches administratives et épreuves rencontrées tout au long de l'année.



---

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>I. CADRE THEORIQUE ET GENERAL DU TERRAIN DE STAGE .....</b>	<b>7</b>
1. METHODOLOGIE .....	7
2. L'ECHELLE DU MILIEU DE VIE QUOTIDIEN .....	9
3. LA PARTICIPATION SOCIALE AU SEIN DES RESEAUX INFORMELS DE GRANDE PROXIMITE .....	13
4. L'ECHELLE DU MILIEU DE VIE DE GRANDE PROXIMITE, UNE ECHELLE PERTINENTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PARTICIPATION SOCIALE ET DU CAPITAL SOCIAL AU REGARD DES ENJEUX DE SANTE PUBLIQUE .....	15
<b>II. LES PRINCIPAUX DEFIS RENCONTRES PAR LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE POUR ACCROITRE LA PARTICIPATION SOCIALE DES INDIVIDUS AU SEIN DES COMMUNAUTES GEOGRAPHIQUES DE GRANDE PROXIMITE .....</b>	<b>21</b>
1. CAPITALISER SUR LES STRATEGIES DE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT SOUTENUES PAR LES DEMARCHES VOISINS SOLIDAIRES ET HABITER MON QUARTIER .....	21
2. COMPRENDRE LES RAPPROCHEMENTS ET LES DISTINCTIONS ENTRE LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE ET LA PROMOTION DE LA SANTE .....	29
3. SUSCITER LA PARTICIPATION SOCIALE EN VUE D'AGIR SUR LES INEGALITES SOCIALES DE SANTE .....	34
4. DEVELOPPER LA CULTURE DE L'EVALUATION.....	37
<b>III. LA CREATION D'ENVIRONNEMENTS STIMULANTS ET SOUTENANTS EN FAVEUR DES INITIATIVES CITOYENNES ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ENTRAIDE AU SEIN DES COMMUNAUTES GEOGRAPHIQUES DE GRANDE PROXIMITE.....</b>	<b>43</b>
1. S'APPUYER SUR LES FORCES VIVES DE LA COMMUNAUTE DANS UNE PERSPECTIVE SALUTOGENIQUE.....	43
2. ARRIMER DES PROJETS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS EN TENANT COMPTE DES REALITES DU MONDE MUNICIPAL....	46
3. MOBILISER L'INTELLIGENCE COLLECTIVE .....	50
4. PRENDRE EN COMPTE LA NOTION DE TEMPS ET METTRE EN AVANT LA CREATIVITE .....	58
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>63</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>66</b>
<b>SITOGRAPHIE.....</b>	<b>70</b>
<b>LISTE DES ANNEXES .....</b>	<b>72</b>

---

## Liste des sigles utilisés

---

CISSS : Centre intégré de santé et de services sociaux

CLSC : Centres locaux de services communautaires

COM-B : Comprehensive Model for Behavioral Treatment

CSSS : Centre de santé et des services sociaux

INSPQ : Institut national de santé publique du Québec

ISS : Inégalités sociales de santé

MRC : Municipalité régionale de comté

OBNL : Organisation à but non lucratif

OMS : Organisation mondiale de la santé

QADA : Québec amis des aînés

RQVVS : Réseau québécois de villes et villages en santé

VVS : Villes et villages en santé



## Introduction

En 1986, la Charte d'Ottawa<sup>1</sup>, adoptée par la première conférence internationale pour la promotion de la santé définit la Promotion de la santé comme « un processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé et d'améliorer celle-ci. Cette démarche relève d'un concept définissant la santé comme la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut d'une part, réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins et, d'autre part, évoluer avec le milieu ou s'adapter à celui-ci. »<sup>2</sup>. Il s'agit d'un concept positif mettant en valeur les ressources sociales et individuelles, ainsi que des capacités physiques. Ainsi donc, la promotion de la santé nous ramène à une conception large de la santé et du bien-être.

C'est en 1987 que le Docteur Real Lacombe, engagé envers le mouvement des *healthy cities* dans l'ouest des USA, et l'approche encouragée par la charte d'Ottawa, initie le premier projet Ville en santé au Québec, à Rouyn-Noranda en Abitibi-Témiscamingue. Depuis, le mouvement des villes et villages en santé (VVS) soutenu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est considérablement développé à travers le Canada et à travers le monde. Les spécificités de ce mouvement reposent essentiellement sur ses trois principes d'actions : le partenariat intersectoriel associant des représentants de la société civile et d'autres acteurs non gouvernementaux, le soutien envers des politiques favorables à la santé, et la participation sociale et l'*empowerment*, consistant à donner aux citoyens les occasions et les moyens de renforcer leur pouvoir et de devenir plus autonomes. Le Réseau québécois de Villes et Villages en Santé (RQVVS), regroupe actuellement environ 180 municipalités, ce qui représente plus de 60% de la population québécoise. Aujourd'hui, le réseau oriente ses activités vers la promotion et le soutien au développement de milieux de vie durables et inclusifs favorables à la santé et à la qualité de vie en contexte municipal, et ce, avec une vision à long terme<sup>3</sup>. Le Québec a développé l'idée de *Healthy communities*, visant à inclure des communautés de toutes tailles, autant des grands centres urbains que des petits villages<sup>4</sup>, positionnant ainsi les collectivités territoriales comme acteurs majeurs de l'action sur les déterminants de la santé. La loi de 2002-2004 ajoute aux responsabilités organisationnelles

---

<sup>1</sup> OMS (1986), *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé*, Genève, OMS.

<sup>2</sup> Deschamps J. (2003), « Une « relecture » de la charte d'Ottawa », *Santé Publique*, vol. 15.

<sup>3</sup> RQVVS. (2015), « Planification stratégique 2015-2019 ».

<sup>4</sup> Lavallée D., et al. (2017), Denise Lavallée coordonnatrice de Rouyn-Noranda ville et villages en santé artisanale de la concertation intersectorielle locale. *Récits biographiques en intervention collective au Québec*. Chaire de recherche du Canada en intervention communautaire.

dévolues aux conseils municipaux, la responsabilité d'assurer la qualité de vie des citoyens. Compte tenu des compétences et des rôles que ces administrations publiques sont appelées à jouer (adoption de politiques publiques, création d'environnements favorables, mobilisation d'acteurs autour de certains enjeux tel que le programme Québec amis des aînés, services divers à la population, etc.), elles sont des acteurs incontournables pour entreprendre et mettre en œuvre des interventions sur le plan local dans plusieurs domaines concernant la santé de la population (intégration des personnes handicapées, développement social, actions destinées aux aînés, aux familles, etc.).

La santé publique et la promotion de la santé s'attachent à travailler sur les déterminants de la santé avec une approche transversale, prenant en compte les interactions entre les différents déterminants<sup>5</sup> qui influencent l'état de santé d'une population. Il est possible de caractériser ces déterminants selon leur nature : sociaux, environnementaux, liés au système de santé, liés à des facteurs individuels : les déterminants génétiques, les déterminants comportementaux et les déterminants biologiques. Le développement social, concerne les personnes et répond aux besoins de base à tous les âges de la vie. On le définit comme « un ensemble de processus et de contributions d'une variété d'acteurs visant l'amélioration des conditions de vie et le développement des milieux de vie et du potentiel des personnes et des communautés »<sup>6</sup>. L'objectif du développement social serait d'assurer le bien-être, la possibilité de développer son potentiel personnel, l'accès aux ressources humaines et matérielles et le respect des différences. Le développement des communautés, est « un processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre les résidents et les institutions d'un milieu local, visant l'amélioration des conditions de vie sur le plan physique, social et économique ».<sup>7</sup> L'intervention en développement des communautés met en avant des stratégies, des processus et des démarches favorisant l'engagement, la mobilisation, le renforcement des capacités et l'*empowerment* des communautés. Ces démarches visent à soutenir les initiatives de la communauté pour maintenir ou améliorer ses conditions de vie selon les valeurs qu'elle juge prioritaires. Le développement des

---

<sup>5</sup> Bourdillon F. *et al.* (2016), *Traité de santé publique 3ème édition* Lavoisier médecine science

<sup>6</sup> Ville de Laval. (2018), Fiches « Le développement social ».

<sup>7</sup> Beauchemin M. *et al.* (2002), La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement sociale et au développement des communautés. Institut national de santé publique.

communautés s'inscrit ainsi dans une approche ascendante dite *bottom up*, contrairement aux programmes pensés pour la communauté par des experts (*top down*).

En 2008 la *Commission on Social Determinants of Health* recommande d'agir sur les déterminants sociaux de la santé pour réduire les inégalités sociales de santé (ISS)<sup>8</sup>. Le renforcement des réseaux sociaux et du soutien social fait déjà partie en 1984 des cinq thématiques en promotion de la santé citées dans le document jaune du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe<sup>9</sup> qui « s'appuie sur la reconnaissance de l'importance des forces sociales et des relations sociales comme déterminants des valeurs et comportements pertinents pour la santé, et comme ressources importantes pour faire face au stress et pour se garder en santé »<sup>10</sup>. Le capital social fait référence aux connections sociales, aux interactions sociales, aux « éléments de l'organisation sociale tels que la confiance, les normes et les réseaux qui peuvent améliorer l'efficacité de la société en facilitant les actions coordonnées »<sup>11</sup>. En 2018 une synthèse des connaissances approfondies des écrits scientifiques met en avant le fait que la cohésion sociale au sein du voisinage peut par exemple être un facteur favorable au maintien d'un poids favorable à la santé et un facteur protecteur de certaines maladies cardiovasculaires<sup>12</sup>. De nombreux travaux de recherche mettent en évidence une association positive significative entre l'isolement social et de nombreuses causes de mortalité et entre l'isolement social et les maladies cardiovasculaires<sup>13</sup>. Certains spécialistes sont même arrivés à la conclusion que l'effet sur la santé de relations sociales adéquates pourrait être comparable à celui de l'arrêt du tabac, voire dépasser l'absence de facteurs de risque reconnus tels que l'inactivité physique ou l'obésité<sup>14</sup>. « Toutes ces études le prouvent : l'interaction sociale est la

---

<sup>8</sup> WHO. (2008), Commission on Social Determinants of Health (presentation), 28 août 2008, [http://www.who.int/social\\_determinants/final\\_report/media/csdh\\_report\\_wrs\\_fr.p](http://www.who.int/social_determinants/final_report/media/csdh_report_wrs_fr.p)

<sup>9</sup> WHO Europe. (1984), *Health promotion: a discussion document on the concept and principles: summary report of the working group on Concept and Principles of Health Promotion*, Copenhague, 9-13 juillet 1984, Copenhague, WHO regional Office for Europe.

<sup>10</sup> Breton E. *et al.* (2017), *La promotion de la santé. Comprendre pour agir dans le monde francophone*. Les presses de l'EHESP.

<sup>11</sup> Putnam R. (1993), *Making democracy Work*. Princeton University Press, Princeton.

<sup>12</sup> Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé. (2018), *Ressources de proximité et santé. Synthèse des connaissances*.

<sup>13</sup> Leigh-Hunt N., *et al.* (2017), An overview of systematic reviews on the public health consequences of social isolation and loneliness. *Public Health*.

<sup>14</sup> Holt-Lunstad J., *et al.* (2010), Social Relationships and Mortality Risk: A Meta-analytic Review. *PLOS medicine*.

« pierre angulaire de l'espérance de vie et a plus d'impact sur la santé que la génétique, l'argent, le type d'emploi ou même le taux de cholestérol », affirme le Dr Martin Juneau.<sup>15</sup>

Dans le même temps les solidarités intergénérationnelles et de voisinage informelles, dimensions de la vie collective, fondements de la vie sociale et de l'entraide directe entre les citoyens, sont de moins en moins développées. « L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même ». <sup>16</sup> Plusieurs initiatives travaillent autour de la participation citoyenne et du développement du bénévolat pour tenter d'influencer les comportements et agir sur l'individualisme.

Pendant longtemps, le Réseau était rattaché à l'institut national de santé publique du Québec (INSPQ). Bien que ce ne soit plus le cas depuis 2017, des projets communs sont mis en place. Le Réseau développe une expertise à la fois pour repérer les pratiques prometteuses, échanger sur leur transférabilité, et asseoir la place des collectivités pour travailler concrètement avec les citoyens à la qualité de vie. Il anime le réseau des grandes villes en développement social et développe également une expertise sur la thématique du voisinage.

Au-delà du soutien réflexif et logistique autour des activités événementielles du Réseau (Assemblée Générale Annuelle, colloques, ateliers partenaires etc.) et de la participation aux réunions stratégiques de celui-ci, la mission principale qui nous a été confiée au cours de ce stage, consiste en de la gestion de projet autour de la démarche Voisins solidaires : La participation à l'organisation du lancement ; La préparation personnalisée et la participation à des rencontres partenaires avec les municipalités ; L'aide à la coordination de la communauté de pratique ; La rédaction d'un article pour le journal *Le Devoir* notamment autour de la question de l'isolement social et du voisinage ; La révision du contenu des outils à destination des travailleurs de milieu (cahier du participant, fiche d'animation d'un atelier « voisins rassembleurs » par exemple) ; L'aide à la rédaction (chiffres clés, argumentaire) du bilan final Québec amis des aînés (QADA) pour le renouvellement du financement ; La participation à un rendez-vous des voisins ; La création d'outils de communication, pour la Fête des voisins et la rédaction du bilan final de cet événement.

---

<sup>15</sup> Paré I. (2018), La solitude mine la santé psychologique et physique. *Le Devoir*.

<sup>16</sup> Tocqueville A. (1999), *De la démocratie en Amérique*, t.II., deuxième partie, chap. II, Gallimard, Folio-Histoire, Paris, p.143 - 145

Au Québec, l'initiative de la Fête des voisins a été lancée en 2006 par le RQVVS pour développer la convivialité et la solidarité dans les voisinages. Cette initiative a suscité une mobilisation impressionnante. Une évaluation réalisée en mars 2009, conclut que la Fête des voisins a des effets positifs sur le tissu social et qu'elle constitue un ingrédient actif dans la vie des communautés, en contribuant à la construction et au renforcement de la convivialité et en créant des conditions favorables au développement de l'entraide. La Fête participe à la construction du tissu social en créant la confiance et l'appartenance, en participant à l'intégration sociale des personnes<sup>17</sup>. Concrètement, ce que propose la Fête des voisins, c'est une occasion de permettre aux gens qui se côtoient au quotidien sans nécessairement se parler, de briser la glace, de faire connaissance, de développer des liens et éventuellement un esprit d'entraide. De nombreuses actions existent dans les communautés pour développer la vie communautaire et la participation, mais très peu le font en travaillant précisément sur le voisinage. Depuis 2012, le Réseau travaille autour de l'initiative Voisins solidaires, en partenariat avec les municipalités. Dans cette perspective, le RQVVS souhaite soutenir des dynamiques locales de renforcement des solidarités de voisinage et donner aux citoyens l'occasion de poser des gestes d'entraide dans leur environnement immédiat. Un projet pilote, mené entre 2012 et 2015 avec 7 municipalités montre qu'il est possible d'agir sur le voisinage. Il s'agissait de documenter la pertinence et les effets de la stratégie de soutien et de promotion des initiatives citoyennes dans les relations de voisinage. L'objectif de la démarche Voisins solidaires à moyen terme est que les citoyens puissent voir le voisinage comme un lieu potentiel de plaisir, de convivialité et d'entraide. A plus long terme, il est espéré que des effets se fassent sentir en termes de norme sociale<sup>18</sup>, ceci au bénéfice des clientèles vulnérables en particulier (aînés, immigrants, personnes handicapées, familles monoparentales, etc.) et pour le bénéfice des communautés en général en nourrissant des dynamiques de participation et de citoyenneté par une voie nouvelle. Les interactions et l'entraide entre voisins ajoutent un autre espace de participation qui peut conduire ensuite à autre chose. Ainsi, l'objectif de la démarche Voisins solidaires est de développer, d'autres actions de mobilisation des citoyens que la Fête des voisins, pour favoriser le « passage à l'acte » au sein de leur communauté géographique de grande proximité. Il s'agit d'une voie prometteuse et inexploitée pour contribuer

---

<sup>17</sup> Le Tarte G. (2009), Résumé du rapport d'évaluation des effets de l'expérience québécoise de la fête des voisins. Étude produite à la demande de Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

<sup>18</sup> Montminy P. et Lévesque J. (2011), Santé et solidarités de voisinages exploration des connaissances et des bonnes pratiques rapport final.

à la fois à la santé des personnes (soutien social) et aussi pour rejoindre différemment les citoyens et leur offrir un espace d'implication d'une autre nature que le bénévolat, la participation à des comités ou des projets collectifs. La démarche Voisins solidaires postule que le voisinage peut devenir un espace de plaisir et de connexion avec les autres, le voisinage peut devenir un tremplin pour raviver le sens de la communauté et développer l'envie de s'investir davantage dans nos milieux de vie<sup>19</sup>. Et s'il s'agissait d'intégrer les pratiques en matière de gestion de la qualité de vie en milieu municipal dans une démarche plus globale qui miserait sur l'interaction des individus et des communautés, notamment au niveau de la grande proximité ?

La thématique du développement du capital social et du pouvoir d'agir des populations au sein de leur milieu de vie de grande proximité semble plus que jamais d'actualité. Cela amène à s'interroger sur les enjeux de ce développement de la participation sociale au sein du voisinage. En quoi cette échelle de grande proximité est-elle pertinente ? Aujourd'hui, au regard des principes de promotion de la santé, quels sont les principaux défis rencontrés par les acteurs du développement social et communautaire pour accroître la participation sociale des individus au sein des communautés géographiques de grande proximité ? En tenant compte des réalités du monde municipal, quels sont les préalables favorisant la création d'un environnement stimulant et soutenant en faveur des initiatives citoyennes ?

Ainsi dans une première partie, nous présenterons le cadre théorique et général du terrain de stage, ce socle comprend la méthodologie, l'explicitation des termes clés et la mise en perspective du sujet par rapport aux travaux existants. Ce socle donnera les clés pour appréhender les principaux défis rencontrés par les acteurs du développement social et communautaire pour accroître la participation sociale des individus au sein des communautés géographiques de grande proximité (partie II). Enfin dans une troisième partie nous réfléchissons autour de quelques préalables qui nous paraissent, au vu des éléments étudiés, essentiels et adaptables à toute communauté qui souhaite aller petits pas par petits pas vers la création d'environnements stimulants et soutenant en faveur des initiatives citoyennes et du développement de l'entraide au sein des communautés géographiques de grande proximité.

---

<sup>19</sup> RQVVS. (2017). Voisins solidaires, guide de mise en œuvre à l'intention des municipalités et des organisations locales. Version électronique disponible sur le site [rqvvs.qc.ca](http://rqvvs.qc.ca)

## I. Cadre théorique et général du terrain de stage

### 1. Méthodologie

Elaboré durant l'été 2018, le présent mémoire combine plusieurs méthodologies de recueils de données selon une double approche, d'une part une revue de la littérature et d'autre part la conduite d'une enquête qualitative par entretiens semi-directifs auprès de différents professionnels, complétée par un recueil de données à partir d'un questionnaire à destination des citoyens organisateurs de fêtes de voisins.

La revue de la littérature visait à donner un cadre théorique et un aperçu de l'état d'avancement de la recherche sur le développement de la participation sociale au sein des communautés géographiques de grande proximité. Elle a également permis d'identifier les principaux acteurs concernés et a fourni les bases nécessaires à la construction des instruments de recueil de données. Les recherches ont presque été entièrement réalisées à partir des documentations repérables sur Internet, notamment Google scholar, Erudit, et Sciencesdirect ainsi que l'exploration de littérature grise (rapports d'activités, rapport annuel de projets, etc.). L'effet « boule de neige » a également été utilisé, c'est-à-dire le fait de suivre les pistes suggérées dans les références bibliographiques des ouvrages consultés ainsi que l'exploration de sites web de différentes organisations telles que le site du RQVVS, de l'INSPQ, de l'OMS, de Voisins solidaires, de la ville de Gatineau en santé et de Solon collectif<sup>20</sup>. Les recherches ont principalement porté sur les liens entre les interactions sociales, le capital social au sein des communautés géographiques de proximité et l'état de santé ainsi que sur le développement de la participation sociale au sein des communautés géographiques de grande proximité, de voisinage. Chaque article sélectionné à partir de son résumé a été lu et analysé à l'aide d'une grille de lecture prévue à cet effet.

La conception de l'enquête a utilisé une méthodologie qualitative afin d'acquérir une compréhension approfondie des processus d'engagement communautaire dans des contextes sociaux spécifiques et de conserver une certaine flexibilité pour poursuivre les investigations. Les parties prenantes d'une telle démarche sont à la base hétérogènes (n'ont pas les mêmes profils,

---

<sup>20</sup> Créé en 2015 par des citoyen-ne-s qui se sont rencontré-e-s grâce à un projet de ruelle verte. Solon collectif est un organisme à but non lucratif qui accompagne les citoyen-ne-s dans l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre de projets collectifs locaux bâtissant sur et renforçant le tissu social, et ayant pour objectif la création de milieux de vie inclusifs, conviviaux, prospères et pauvres en carbone.

formations, et types de missions). La démarche d'enquête ne traduit pas la volonté d'être représentatif, mais de recueillir une diversité de discours et de pratiques singulières auprès de différents acteurs. Au total huit personnes ont été enquêtées, il s'agit à la fois des acteurs du monde municipal (élus et fonctionnaires des services loisirs et vie communautaire) et des personnes chargées de mobilisation travaillant au sein d'organismes communautaires et d'organisations à but non lucratif (OBNL) et de Centres locaux de services communautaires (CLSC)<sup>21</sup>. Le choix de ces personnes s'est fait selon la pertinence quant au sujet, l'avancée de la réflexion à la période du lancement de l'enquête, et les opportunités. Les entretiens ont été enregistrés et retranscrits avec l'accord préalable des interlocuteurs. Leur contenu a été analysé via un logiciel caqdas, sonal<sup>22</sup>. L'application de la théorie ancrée, qui a consisté à lire le matériel récolté et à analyser les entretiens pour en faire émerger des thèmes, se justifie par le fait qu'il existe peu de littérature sur ce sujet et qu'en conséquence nous ne disposons pas de théorie formelle développée. L'analyse s'est faite de façon à extraire des thématiques et des sous-thématiques, le logiciel Sonal permettant de filtrer et d'isoler des verbatims. La dernière étape était l'analyse croisée pour construire des interprétations et explicitations.

Le questionnaire à destination des citoyens organisateurs de fêtes des voisins était composé de questions ouvertes et fermées. Il avait pour objectif d'identifier les motivations de ces citoyens, leur technique de mobilisation, les potentiels soutiens institutionnels et communautaires obtenus ainsi que l'impact de cette fête à long terme au sein du voisinage. Au total, 35 réponses sur 117 potentiels enquêtés ont été obtenues.

Le présent mémoire s'enrichit de l'observation participante du terrain de stage, de la participation aux réunions et colloques du Réseau ainsi que de nombreux échanges informels et de la participation à des conférences et ateliers de partenaires.

---

<sup>21</sup> Voir annexe n°1 : Profils des enquêtés.

<sup>22</sup>A Alber. (2013), Mode d'emploi Sonal. Université F. Rabelais (Tours) / UMR C.I.T.E.R.E.S. <http://www.sonal-info.com/sites/all/exec/Mode%20d%27emploi%20Sonal.pdf>



## 2. L'échelle du milieu de vie quotidien

On peut découper les milieux de vie en cinq grandes catégories : le milieu familial, le milieu scolaire et le milieu de garde à l'enfance, le milieu de travail, le milieu d'hébergement, et enfin, la communauté locale et le voisinage<sup>23</sup>.

Le milieu de proximité que représentent la communauté locale et le voisinage peut être divisée en deux sous-ensembles :

- D'une part, le quartier, premier lieu de vie au quotidien, est composé d'un ensemble d'acteurs, à savoir les organisations, les écoles, les lieux de cultes et les hôpitaux. Il représente également un tremplin vers des horizons plus larges répondant à d'autres fonctions<sup>24</sup>.
- D'autre part, le niveau micro local, de grande proximité, second sous-ensemble auquel nous portons une attention particulière dans ce présent mémoire ; celui-ci concerne le pôle de maisons, milieu le plus proche du citoyen, qui est l'espace le plus souvent fréquenté autour du lieu de résidence. Plus petit que le quartier et plus propice à l'instauration de la convivialité et aux liens affectifs et sociaux, c'est dans le milieu de proximité d'une communauté que la cohésion sociale et les réseaux communautaires peuvent se développer. Ce milieu peut être plus ou moins sûr, salubre ou propice à la pratique de l'activité physique.

Par ailleurs, soulignons que chaque personne fait partie de différentes communautés, géographiques ou d'intérêt, qui s'interpénètrent et se recoupent.

Selon le modèle villes et villages en santé, les communautés sont définies de façon spatiale. En effet, les membres du Réseau sont en règle générale des municipalités, cet espace auquel est attaché un pouvoir de décision. L'essence même d'une communauté est le fait que ses membres interagissent et y développent un sentiment d'appartenance, « or pour les personnes, les limites administratives que constitue la municipalité n'ont pas toujours de sens immédiat, surtout dans les grandes villes, elles ne correspondent pas nécessairement à ce que le résident définit comme son voisinage »<sup>25</sup>. Pour elles leur communauté c'est plutôt leur milieu, leur espace de vie quotidien, c'est-à-dire leur paroisse, leur quartier ou leur village, un enquêté évoque « *nous on travaille à une*

---

<sup>23</sup> Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. (2010), *Cadre conceptuel de la santé et de ses déterminants. Résultats d'une réflexion commune*.

<sup>24</sup> Great Britain. Department for Communities and Local Government. (2008), *How encouraging positive relationships between people can help build community cohesion. Guidance on meaningful interaction*. National community Forum.

<sup>25</sup> Armstrong H. et Boucher A. (2013), *Les représentations et les pratiques de voisinage*. Université Laval, département de sociologie.

*échelle intermédiaire, entre la ruelle et le quartier, on va appeler ça l'échelle du milieu de vie, mais le milieu de vie c'est fluctuant entre chaque personne. On voyait que c'était une échelle qui était plus proche des gens que le quartier, pour laquelle c'est plus facile aussi de développer un sentiment d'appartenance, de développer des projets, s'il y avait quelque chose, une entente des voisins, parce que bon souvent dans un milieu de vie même si il peut y avoir de la diversité, il y a moins la diversité socioéconomique et il y a au moins une homogénéité où on dit « bah on va dans les mêmes commerces, on va dans les mêmes écoles, etc. », le quartier c'est très grand, il y a des dizaines d'écoles, de commerces différents, là c'est rassemblés autour d'une rue commerçante par exemple, la rue Jarry ou la promenade du vieux Masson » (OBNL Solon collectif). Bien que le territoire soit dans un sens premier définit comme un espace pouvant être parcouru et mesuré par ses distances et sa superficie. Certains auteurs tel qu'Olivier David insiste sur le fait que ce territoire est « constitué d'un ensemble de lieux, il possède des propriétés spécifiques, naturelles ou matérielles, ces dernières résultant de l'action des hommes sur leur milieu. Tout cela donne à l'espace terrestre une certaine organisation, une certaine physionomie [...] Cette définition accorde d'emblée une place importante à l'action des hommes sur l'espace géographique »<sup>26</sup>. Le sentiment d'appartenance est le ciment qui lie la communauté, celle-ci se définissant notamment par la présence d'interactions de nature sociale et culturelle très étroites, les citoyens doivent se reconnaître dans un territoire construit, ou en construction selon 4 repères géographiques, physiques, historiques et culturels. « Les individus construisent ainsi un ensemble de lieux repérés de la vie sociale, tels que les commerces, les centres de services, les espaces de loisirs, les lieux de fêtes, les espaces culturels... [...] La lecture du territoire ne peut se comprendre sans référence au groupe social qui le structure. De ce fait, le territoire est un espace pertinent pour l'action des hommes car il est à la mesure et à la taille des individus et des groupes sociaux »<sup>27</sup>. Ainsi les territoires sont des espaces spatialement définis, reconnus comme ayant un sens pour les personnes qui y vivent, qui se l'approprient, qui y effectuent leurs trajets et leurs activités et loisirs, mais dont les contours demeurent parfois flous et ne correspondent pas nécessairement aux limites formelles de nature administratives ou politiques organisant le territoire<sup>28</sup>. « On avait identifié cette échelle là comme échelle de mobilisation, ce qui s'est passé c'est que les gens étaient interpellés par cette échelle de*

---

<sup>26</sup> David O. (2006), *Espaces géographiques et sociétés*, Université Rennes-II. La santé de l'homme. 383 | MAI/JUIN 2006 | Pages 18-20

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Richardson M. (2014), *Développement des communautés au sein des communautés d'expression anglaise au Québec : leçons tirées d'un projet de recherche-action participative*. INSPQ.

*mobilisation, « ah mais là c'est vraiment pour nous là, dans notre milieu mais ils disaient c'est bizarre là ça marche pas », donc il y a eu un quartier où on n'a pas vraiment réussi à mobiliser le monde parce que les délimitations du milieu de vie que l'on avait donné et bien c'est pas ça exactement auxquels les gens s'identifiaient et au contraire ça dépassait la limite de l'arrondissement, on était cantonné quand même à une délimitations des arrondissements, mais il y a des gens où leur vie ect sont à cheval sur deux quartiers, à cheval sur 2 arrondissements, donc là par exemple les gens à Villeray, eux, pour eux, aller dans la petite Patrie pour aller au marché Jean Talon ça fait partie de leur milieu de vie, si tu limites leur milieu a la rue Jean Talon et à la rue Jarry ça ne marche pas pour eux. » (OBNL Solon collectif). Le concept, l'idée des milieux de vie, c'est en effet le fait d'avoir une certaine flexibilité, que les gens puissent adapter le territoire ou la zone de travail identifiée à leurs réalités. Une communauté de proximité est vécue et structurée par les activités quotidiennes des personnes qui y vivent, utilisent l'espace, les équipements et les services. Il peut y avoir une inscription forte dans un micro territoire qui devient alors un milieu d'appartenance. Lorsqu'il s'agit de dresser des portraits de ces communautés, cette différenciation entre les communautés administratives et politiques et les territoires d'appartenance est d'autant plus importante<sup>29</sup>. « On a pris la carte de la ville de Gatineau, on a organisé des petites rencontres, plus de 70 rencontres avec des citoyens dans différent secteurs, on a demandé aux citoyens de nous aider à découper la ville de Gatineau en quartier, quel était selon eux leur quartier de proximité, dans cette grande ville-là qui a quand même plus de 40 000 km d'un bout à l'autre. Alors ça ça s'appelle le portrait des communautés et à travers cette étude là on a identifié plus de 60 communautés, qui sont vraiment à plus petite échelle dans la ville de Gatineau, elles ont chacune un nom » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau). Pour que ce sentiment d'appartenance se développe il faut qu'il y ait des occasions d'interactions sociales et que des lieux de rassemblement existent, soient attrayants et inclusifs pour les citoyens de tous les âges et de toutes les conditions sociales et physiques. Le lieu où l'on demeure représente également une possibilité de créer des liens sociaux avec ses voisins.*

Le voisinage est un concept à plusieurs dimensions interreliées et qui s'influencent les unes les autres, il s'agit d'un territoire que l'on partage où l'on crée différents types de relations, animé par des individus, formant une collectivité. Le voisinage a une dimension individuelle et collective,

---

<sup>29</sup> Simard P. (2005), *Perspectives pour une évaluation participative des villes et villages en santé*. Institut national de santé publique. Direction développement des individus et des communautés

l'une influence l'autre. Le voisinage n'est pas aussi engageant qu'une relation d'amitié ou familiale et les dynamiques de voisinage peuvent se transformer continuellement et parfois assez rapidement, parfois moins<sup>30</sup>. Le voisinage représente un espace réel, mais dont les contours sont flous, variables selon les groupes sociaux et évolutifs dans le temps<sup>31</sup>. C'est un espace physique composé de maisons, d'immeubles, de paysages, de parcs, etc. et composé des personnes que l'on croise le plus régulièrement et où les relations sont facultatives. Le voisinage est une entité socialement construite dans le temps par les pratiques routinisées des résidents. La relation idéale du voisinage est constituée, pour certains, d'échanges légers et courtois alors que d'autres estiment que le sens de la communauté doit s'exprimer à travers des relations de voisinage plus inclusives, chaleureuses et fréquentes. L'engagement relationnel élevé s'apparente au lien d'amitié alors que l'engagement faible se traduit par des gestes qui créent des liens indirects avec la communauté. La sociabilité de voisinage s'envisage en plusieurs étapes et est susceptible d'évoluer dans le temps. Tout le monde ne voisine pas par crainte de se faire envahir, par manque d'habitude de socialisation, par manque de motivation peut-être dû à quelques tentatives peu fructueuses, parce que le sentiment d'appartenance à son milieu est absent, parce que les préjugés envers l'« autre » sont bien ancrés, etc.<sup>32</sup>. *« On a fait une fête de citoyens, de voisins entre des gens justement, d'une résidence de santé mentale et une résidence d'aînés, parce qu'ils habitent juste en face de l'autre, et cette fête-là a invité les gens à se comprendre, à se connaître un peu plus, ça a comme diminué une tension »* (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). Tout le monde ne voisine pas, il s'agit aussi de respecter le droit à la non-participation. *« Aussi ce que l'on retire de cette expérimentation c'est qu'il y a des personnes qui ne participeront pas pour de multiples raisons. Tout le monde ne s'implique pas de la même façon et au même degré mais c'est correct »* (OBNL Solon collectif).

Nous sommes conscients qu'au-delà de l'influence des environnements sociaux (tranquillité, animation du quartier, solidarité de proximité, attachement au quartier et sécurité) sur la sociabilité il convient de porter attention aux environnements bâtis<sup>33</sup>. De plus, le voisinage et le quartier sont des lieux ouverts sur une communauté plus large. Ils peuvent être lieux de passage ou de transition, le quartier peut également exercer des fonctions spécifiques comme celle de

---

<sup>30</sup> RQVVS., *op. cit.*, p. 6.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> RQVVS. (2018), Cahier du participant à destination des travailleurs sociaux souhaitant mettre en place une démarche Voisins solidaires.

<sup>33</sup> Rémillard-Boilard. (2015), Mémoire. Sociabilité de voisinage des personnes âgées: étude exploratoire du quartier Jardins-Fleuris de Sherbrooke.

centre-ville. « En ce sens, les habitants d'un quartier, s'ils en sont les occupants permanents et centraux, n'ont pas un droit exclusif dans son orientation »<sup>34</sup>. Les personnes itinérantes, ceux qui y séjournent sans l'habiter, pour le travail, le loisir ou d'autres fonctions, peuvent également y contribuer.

### **3. La participation sociale au sein des réseaux informels de grande proximité**

La participation sociale peut se faire à différentes échelles. L'une d'entre elles est la participation à la vie démocratique, et plus particulièrement aux élections. En 2017, lors des élections municipales à Montréal, le taux de participation aux élections municipales a par exemple chuté. S'agirait-il de faire participer les communautés à d'autres moments de la vie démocratique, à tous les projets, à toutes les politiques mises en place par la municipalité pour permettre à des citoyens, d'avoir l'opportunité de parler et de se faire entendre ? Notamment à partir des études sur le phénomène « pas dans ma cour », le Réseau s'est rendu compte que la participation citoyenne était d'autant plus active lorsque les enjeux de proximité et de voisinage étaient abordés, n'y a-t-il rien de plus interpellant que de se demander est ce que l'on met une poubelle au coin de la rue, un banc de parc est ce que l'on met un support à vélo au coin de la rue pour que le citoyen se sente touché, concerné et devienne de plus en plus actif ? La participation citoyenne même si la notion est bien connue et conceptualisée, n'a pas de définition unique. Pour Panet Raymond, celle-ci a deux volets, d'une part un volet politique, il s'agit de « l'exercice du pouvoir direct ou indirect de décision dans l'espace public; et le fait de prendre part au débat public concernant les enjeux économiques, politiques et sociaux des décisions d'ordre public », et d'autre part un volet social : « le fait de s'impliquer dans des associations et des mouvements plus ou moins organisés qui cherchent à défendre et à faire reconnaître des droits sociaux et à agir et transformer les politiques, les structures et les normes sociales »<sup>35</sup>. Dans le présent mémoire nous retenons la définition de la participation comme « pratique quotidienne que l'on mesure en fonction du temps que les citoyens consacrent au bénévolat, à l'action militante, politique ou délibérative au sein d'organisations et de la participation informelle comme l'entraide au sein de leurs réseaux personnels »<sup>36</sup>. Nous nous intéresserons dans ce rapport à cette dernière acception qu'est la participation sociale et

---

<sup>34</sup> Kent. (2016), Document de référence Habiter mon quartier, faites vous-même votre ville.

<sup>35</sup> Panet-Raymond J. (2002), Le bénévolat comme le passage vers le développement social. *Nouvelles pratiques sociales*.

<sup>36</sup> Gaudet S. et Turcotte M. (2013), Sommes-nous égaux devant « l'injonction » à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie. *Sociologie et société*.

particulièrement le phénomène de la participation sous l'angle des relations sociales, des réseaux sociaux, du milieu de vie des individus et non pas sous l'angle institutionnel. Une étude de Stéphanie Gaudet sur la participation sociale, bénévole et d'entraide montre une diminution de la participation entre 1992 et 2005<sup>37</sup>. L'étude de deux quartiers de Gatineau met en évidence que des citoyens veulent s'impliquer mais n'ont pas trouvé de lieu ou l'opportunité de le faire. Participer à un comité ou faire du bénévolat ne répond pas à tous les besoins. Le Réseau croit que la solidarité doit reposer sur trois piliers complémentaires, la solidarité institutionnelle, la solidarité familiale et la solidarité de voisinage. Les interactions et l'entraide entre voisins ajoutent un autre espace de participation qui peut conduire ensuite à autre chose<sup>38</sup>. Cette perspective s'inspire de la théorie du don, de la réciprocité informelle de T. Godbout (2007), qui définit la participation sociale à travers des pratiques sociales concrètes d'échange de temps gratuit. Dans leurs réseaux personnels, les individus s'échangent des services. Ils aident leurs voisins à entretenir le jardin ou à garder les animaux par exemple. Le don n'est jamais « pur », « bien que leur aide soit gratuite, elle s'inscrit dans des rapports de réciprocité où s'installent attentes et obligations ».<sup>39</sup>, s'y mêlent intérêts, calculs, recherche de pouvoir. L'intuition de Mauss (1923)<sup>40</sup> est que le « lien social » permet de faire société, ou organisation, bien plus que la contrainte ou l'agrégation des intérêts individuels. L'échange dans une structure sociale a un caractère symbolique, affectif. Et le don ne se réduit pas à une perspective éthique. Godbout évoque un état de perpétuel déséquilibre. Le don contre don est un système d'échange caractérisé par l'obligation de rendre le présent reçu, de quelque façon, à quelque moment, quelque part... dans un futur indéterminé. Accepter sans rendre reviendrait à confisquer une partie d'autrui. Pour Godbout<sup>41</sup>, l'échange se divise en trois étapes distinctes : donner, recevoir et rendre. Le don, première étape, est l'action d'entamer une éventuelle relation avec autrui. La réception, deuxième étape, est tout aussi importante, car cela engage nécessairement le receveur à rendre ensuite afin d'entretenir la relation. La réception c'est donc accepter d'amorcer une relation. La troisième étape, le fait d'accepter de recevoir un don implique une obligation d'une certaine réciprocité (le contre-don). La réciprocité informelle crée du lien

---

<sup>37</sup> Gaudet S. (2011), La participation sociale des Canadiens : une analyse selon l'approche des parcours de vie. Canadian Public Policy— analyse de Politiques, vol. xxxvii, supplément/Numéro Spécial

<sup>38</sup> Le Tarte G., *op. cit.* p. 5.

<sup>39</sup> Gaudet S. et Turcotte M., *op. cit.* p. 15.

<sup>40</sup> Mauss M. (2012), *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, 1923, Puf, 2e édition, 241 p.

<sup>41</sup> Godbout J. (2000), *Le don, la dette et l'identité : homo donator versus homo oeconomicus*, Montréal : Boréal, 190 p.

social<sup>42</sup>. Cette définition suppose que de nombreuses ressources sont procurées et échangées en dehors de la sphère marchande et de l'économie libérale. Les dons créent du lien social lorsque les transactions économiques utilisent les liens sociaux<sup>43</sup>.

Ainsi, la participation n'est pas uniquement politique et institutionnelle mais également la participation sociale au sein des réseaux informels.

#### **4. L'échelle du milieu de vie de grande proximité, une échelle pertinente pour le développement de la participation sociale et du capital social au regard des enjeux de santé publique**

Les relations entre la participation sociale, le bien-être, l'inscription forte dans un micro territoire qui développe le sentiment d'appartenance et le capital social ont été démontrées à maintes reprises<sup>44</sup>. La notion de capital social est corrélée avec celle du soutien social. Le soutien social fait référence à la structure du réseau d'un individu, c'est-à-dire le nombre de relations sociales d'un individu, la fréquence de ses contacts sociaux et l'intensité de ces liens<sup>45</sup>. Le soutien social et de bonnes relations interpersonnelles ont des effets positifs sur la santé car celui-ci contribue à donner aux individus les ressources affectives et pratiques dont ils ont besoin. L'appartenance à un réseau de relations et de soutien mutuel donne le sentiment d'être reconnu, aimé et apprécié, ce qui a un effet particulièrement protecteur sur la santé. Le soutien social agit aux niveaux de l'individu et de la société. A l'inverse, la solitude est associée à une détérioration de la santé mentale et des conditions physiques de la personne, à des taux élevés de décès prématurés et à une diminution des chances de survie après une crise cardiaque<sup>46</sup>. Ainsi, un individu a un capital social élevé s'il a accès aux ressources, s'il peut compter sur des liens sociaux nombreux et de qualité, s'il est attaché au voisinage, s'il est engagé dans sa communauté, etc.<sup>47</sup> Un capital social élevé dans une communauté est associé à une meilleure identification des services à un niveau

---

<sup>42</sup> Godbout, J. (1995), *L'esprit du don*, Montréal : Boréal, 344 p.

<sup>43</sup> Armstrong H. et Boucher A. *op. cit.* p. 10.

<sup>44</sup> Zenaida R. Ravanera. (2007), Informal Networks Social Capital of Fathers: What Does the Social Engagement Survey Tell Us? *Social Indicators Research* 83(2):351-373

<sup>45</sup> Bruchon-Schweitzer M. (2002), *Psychologie de la santé. Modèles, concepts et méthodes*. Paris : Dunod

<sup>46</sup> National community Forum. (2008), How encouraging positive relationships between people can help build community cohesion. Guidance on meaningful interaction.

<sup>47</sup> Chavez R., et al. (2004), The social capital: health relationship in two disadvantaged neighbourhoods, *Journal of Health Services Research & Policy*, October 1, 2004, vol. 9, no suppl. 2, p. 29-34

macrosocial, et à un taux plus élevé de participation de la population aux examens de santé<sup>48</sup>. Le capital social facilite l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et la réussite des projets locaux de développement<sup>49</sup>. L'impact d'un capital social élevé sur la santé peut s'expliquer par le fait que celui-ci peut potentiellement permettre d'améliorer l'accès à de l'information pertinente par rapport à la santé, par le biais du contact avec les autres, par le biais des soins informels et du soutien qui peuvent être obtenus en cas de maladies, et par le fait que des groupes communautaires bien organisés et bien connectés sont plus efficaces dans leurs stratégies de lobbying. Des évidences solides démontrent que des interventions fondées sur l'amélioration des relations sociales et le renforcement du capital social ont des impacts positifs sur le bien-être et la santé. Cette participation à une échelle micro-locale contribue au développement de compétences individuelles, et des compétences de la communauté à régler collectivement les problèmes, à l'acquisition de connaissances sur le territoire, à l'accroissement du sentiment d'appartenance, ce qui participe à l'*empowerment* des individus et des communautés. « *On stimule beaucoup cette participation citoyenne, cette réappropriation des espaces publics, parce que ça responsabilise tout le monde, ça développe déjà plus le sentiment d'appartenance à l'espace qu'est la communauté, chacun a un rôle, une responsabilité, et puis ton apport c'est si important, le tient, le tient, le tient* » (Élu 2 ville de Montréal).

L'approche par milieux de vie en promotion de la santé est une approche qui part du principe que les milieux de vie ont une influence directe sur la santé et que ces milieux influencent les choix et possibilités des personnes pour améliorer leur santé et leur bien-être.<sup>50</sup> En 1978, la conférence de Alma Ata sur la promotion de la santé promeut la mobilisation des populations locales et de faire en sorte qu'elles soient actrices de l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur bien-être. Cette recommandation est réaffirmée par la déclaration de Shangaï en 2016 qui accorde un rôle important au niveau local et à la mobilisation des populations. Néanmoins, les efforts pour améliorer la santé et le bien-être par le biais de facteurs de relations sociales nécessitent de faire preuve d'innovation.

---

<sup>48</sup> Bender A.M. et al. (2015), Neighborhood social capital is associated with participation in health checks of a general population: a multilevel analysis of a population-based lifestyle intervention – the Inter99 study, *BioMedCentral Public Health* 15:694.

<sup>49</sup> Brassard D. et al (2009), La créativité dans le soutien territorial à l'innovation au Québec. Le rôle des catalyseurs et des cercles de créativité. Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT). Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

<sup>50</sup> Breton E. et al. *Op. cit.* p. 3.



Le voisinage, le lieu où l'on demeure représente une possibilité de développer de nouveaux réseaux, car il offre de multiples opportunités pour les individus d'y tisser des liens notamment avec ses voisins. Qu'il soit source de soutien ou qu'il suscite l'indifférence, le voisinage influence notre quotidien, dans le sens où, lorsqu'il est agréable, il suscite un sentiment de confiance, de sécurité, de tranquillité et de connexion propice à une volonté d'interaction positive et de contribution au milieu. A contrario, lorsqu'il est désagréable, il peut provoquer du découragement, de la méfiance, de la colère et nourrit les sources de conflits<sup>51</sup>. A la différence des relations amicales que l'on choisit ou des relations de travail qui sont inévitables, les relations de voisinage existent potentiellement. Pour qu'elles se concrétisent, il faut les activer. Comme nous l'avons vu, miser sur la réciprocité informelle, nécessite qu'il y ait un premier brise-glace et des lieux propices à la rencontre. La présence d'opportunités d'activités et de lieux de rencontre dans le quartier est associée à des niveaux élevés de connexion sociale entre les résidents<sup>52</sup>. « *La question intéressante de l'exemple du projet des ruelles vertes c'est un projet rassembleur parce que des fois il y a des gens qui ne veulent pas participer, je parlais justement à une habitante ce matin qui me parlait de la résistance de certains voisins, et qui sont revenus la voir quelques années plus tard positivement, donc on voit que oui c'est pour aller plus vers le verdissement, aller contre les ilots de chaleur mais il y a aussi tout un côté social, de rassembler, on le voit surtout avec les enfants, ça devient des espaces sécuritaires pour se rencontrer et puis pour jouer [...] un espace de rencontre, c'est de les responsabiliser, moi je vois très très souvent des personnes âgées, ça devient une petite stimulation, tâches d'entretenir les plantes, les fleurs, d'entretenir, ils le font avec beaucoup d'assiduité, de soins et puis ils se rencontrent, on voit beaucoup des gens, ils s'assoient, c'est une belle opportunité pour se rencontrer, pour se parler, pour se donner plus, se rendre des petits services, et puis même on peut penser des nouveaux arrivants qui ne connaissent pas, c'est vraiment un espace pour se mélanger, commencer à se connaître, je pense que ce sont des façons directes de chercher des personnes qui sont plus isolées, vulnérables » (Élu 2 ville de Montréal).*

Comme son nom l'indique, la démarche Voisins solidaires veut activer les solidarités de voisinage ; elle veut aussi favoriser un rapport à l'autre plus ouvert et enclin à l'entraide. Elle

---

<sup>51</sup> Goudet B. (2009), Développer des pratiques communautaires en santé et développement local, chronique sociale. *Chronique sociale*.

<sup>52</sup> Lenzi M. et al. (2012), How Neighborhood Structural and Institutional Features Can Shape Neighborhood Social Connectedness: A Multilevel Study of Adolescent Perceptions. Society for Community Research and Action.

souhaite élargir la gamme de contacts composant les réseaux sociaux individuels. La démarche vise un vivre-ensemble où les citoyens, dans leur environnement immédiat et au quotidien, identifient des gestes d'entraide simples qui leur conviennent sans que l'on parle de bénévolat ou d'implication dans un comité ou un projet collectif (qui peuvent être perçus comme contraignants). On peut ainsi rejoindre des citoyens non engagés dans aucune forme de participation communautaire et stimuler une forme d'implication qui peut éventuellement conduire à des changements de représentations sociales quant à son rôle dans la société et quant à l'importance de la communauté locale dans sa vie. L'expérience démontre que la démarche Voisins solidaires contribue à l'amélioration des milieux de vie<sup>53</sup>. La démarche Habiter mon Quartier qui a pour objectif de stimuler et de soutenir l'initiative citoyenne à l'échelle de grande proximité, souligne que le goût de l'implication des citoyens et de l'initiative créatrice naît et se développe qu'à partir du sentiment et de l'expérience concrète du pouvoir d'agir<sup>54</sup>.

Ce type de démarche peut répondre à des enjeux sociétaux fondamentaux que sont l'accueil des nouveaux arrivants, l'isolement social, *« mais beaucoup de gens ne savent pas que c'est pas parce que tu es aisé que tu n'es pas isolé, et puis justement il y a plein de gens qui vivent dans les tours à condos et qui sont seuls et ils n'ont pas nécessairement beaucoup d'amis ou leur famille est à l'extérieur, ça c'est un cas assez fréquent, donc nous notre priorité c'est pas uniquement d'aider les gens qui sont en situation de pauvreté financière, l'isolement c'est beaucoup plus large que ça »* (Organisme communautaire Action prévention Verdun), le vieillissement de la population. En 2012, l'institut de la statistique du Québec prévoyait une forte augmentation de la population des aînés, âgés de 65 ans et plus jusqu'en 2031<sup>55</sup>. Il s'agit de l'avancée en âge des baby-boomers (1946-1966). Ces types de démarches peuvent potentiellement avoir un rôle important dans le maintien à domicile et repérage des aînés isolés notamment.

Au vu de ces éléments, s'agirait-il d'encourager les acteurs à soutenir des stratégies d'amélioration des conditions de vie par des processus maximisant le capital social et le pouvoir d'agir des communautés de grande proximité ? Les preuves nous indiquent qu'il faut renforcer les interventions permettant l'engagement de la population et les acteurs d'une communauté. Par exemple, en Angleterre, l'engagement des communautés est un aspect central des stratégies de

---

<sup>53</sup> RQVVS. (2016), Rapport projet pilote Voisins solidaires.

<sup>54</sup> Kent. *Op. cit.* p. 14.

<sup>55</sup> Institut de la statistique du Québec (2012). Données sociodémographiques en bref.

promotion de la santé et de réduction des inégalités de santé<sup>56</sup>. En Irlande, les organisations de santé se sont dotées d'une Community Development Strategy for Health and Wellbeing 2012-2017<sup>57</sup> afin d'augmenter la résilience des communautés et les liens sociaux entre ses habitants.

Des démarches comme Voisins solidaires mises en avant par le RQVVS, Habiter mon quartier à Gatineau ou encore Solon collectif à Montréal ont la volonté de nourrir les dynamiques de participation sociale par une action sur le voisinage, terreau fertile permettant d'influencer les relations d'entraide et d'inclusion pour le bénéfice de tous et des clientèles vulnérables en particulier. Ces expériences nous le prouvent, il est possible d'agir sur les opportunités de socialiser. En se basant sur ces expériences, il semble que sur le terrain la création d'environnements favorables et soutenant les initiatives citoyennes soit un processus qui relève des acteurs du développement social et du développement des communautés.

---

<sup>56</sup> Milton B. et al. (2011), The impact of community engagement on health and social outcomes: a systematic review, *Community Development Journal*, vol. 47, Issue 3, p. 316-334

<sup>57</sup> Health and Social Care Board and Public Health Agency. (2012), *Community Development Strategy for Health and Wellbeing 2012-2017*.



## **II. Les principaux défis rencontrés par les acteurs du développement social et communautaire pour accroître la participation sociale des individus au sein des communautés géographiques de grande proximité**

### **1. Capitaliser sur les stratégies de changement de comportement soutenues par les démarches Voisins solidaires et Habiter mon quartier**

#### ***Analyser des expérimentations innovantes pour susciter la participation***

Aujourd'hui au regard des recommandations internationales sur le sujet certaines municipalités et certains organismes tentent des démarches de soutien aux initiatives citoyennes et au développement de l'entraide au sein des communautés géographiques de grande proximité. Nous prendrons, ici, l'exemple de quelques initiatives telles que Voisins solidaires portées à la fois par des municipalités et des organismes, et l'exemple d'Habiter mon quartier porté par la municipalité de Gatineau. Nous nous appuyerons également sur l'exemple de l'OBNL Solon Collectif, sur son projet de mobilisation citoyenne « Nos milieux de vie ». Nous retrouvons de nombreux points communs dans ces projets, le premier étant sa terminologie, devrions-nous plutôt parler de démarches, de philosophie, de mouvement, d'approche ? Le concept de « démarche » semble dans tous les cas faire l'unanimité, celui-ci signifie un processus évolutif, une manière de marcher, d'agir, de progresser. Il recouvre des méthodes, des stratégies et des actions qui sont bien concrètes et choisies pour améliorer la qualité des résultats ou l'adéquation aux besoins. Ce qui peut expliquer que les acteurs éprouvent des difficultés à y mettre un mot, c'est que ce sont des démarches transversales à différents projets et dont l'intersectorialité constitue un élément essentiel, de plus il s'agit notamment d'activer des comportements dits naturels d'entraide, cela peut se faire de façon infinie en fonction des contextes, « *je pense que c'est un rappel de ce qui existait dans la mentalité québécoise d'avant, et que l'on est tombé un petit peu dans l'individualisme, non si on veut bien vivre, il ne faut pas penser qu'à soi, c'est correct, mais il faut aussi avoir de l'ouverture* ». (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). Certains des objectifs à court, moyen et long terme des démarches Voisins solidaires et Habiter mon quartier sont de développer les gestes de solidarité au sein du voisinage, de développer les interactions sociales au sein de cette communauté, d'augmenter et de soutenir les initiatives citoyennes, de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté et d'augmenter le taux de participation des citoyens

dans les processus de consultation de la ville, de créer des milieux de vie humains, inclusifs et sûrs et, enfin, de contribuer à la qualité de vie des plus vulnérables<sup>58,59</sup>. La cohésion sociale qualifie la nature et l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une société ou d'un groupe, c'est la capacité qu'a un groupe à vivre ensemble. Il faut qu'il y ait des liens, de la solidarité, un partage de valeurs communes, le sentiment d'appartenance à un territoire et avoir l'envie de s'y investir. « Au Québec, la norme sociale actuelle se caractérisant par un côtoiement respectueux et une ignorance mutuelle, le voisinage n'est pas un territoire naturel d'entraide, de solidarité et d'inclusion. La norme espérée étant que le voisinage soit un espace normal d'entraide, et ceci au bénéfice des clientèles vulnérables en particulier et pour le bénéfice des communautés en général en nourrissant des dynamiques de participation et de citoyenneté par une voie nouvelle »<sup>60</sup>. Ainsi pour passer de la mixité sociale à la cohésion sociale il s'agit d'identifier des mécanismes de changements. Voisins solidaires, Habiter mon quartier et Solon collectif développent ainsi des stratégies pour modifier les comportements.

Changer les comportements, « casser » les habitudes anciennes et les remplacer par de nouvelles habitudes représente un coût important en termes de temps et d'énergie, les bénéfices sont incertains, lointains ou sans intérêt pour le moment, nous observons de façon générale une résistance au changement. Dans les pays d'Europe et de l'Occident, l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des individus et des collectivités repose sur deux modèles du changement principaux, premièrement un modèle fondé sur une dynamique d'adaptation individuelle, définissant les problèmes sociaux comme le produit d'une déficience individuelle. Deuxièmement un modèle uniquement structurel du changement qui considère les difficultés des individus comme la répercussion des systèmes macro-économiques. Une autre approche du changement consiste à prendre en compte simultanément ces deux niveaux, à savoir l'influence des systèmes, des facteurs contextuels qui façonnent les conditions de vie dans lesquelles les personnes font des choix et les spécificités individuelles dans l'analyse de toute réalité sociale. Il s'agit d'être conscient que l'exercice effectif d'un pouvoir d'action est dépendant à la fois des opportunités présentes dans l'environnement social et physique et des capacités des personnes à

---

<sup>58</sup> Kent. *op. cit.* p. 14.

<sup>59</sup> RQVVS., *op. cit.*, p. 6.

<sup>60</sup> *Ibid.*

exercer ce pouvoir<sup>61</sup>. Les démarches Voisins solidaires et Habiter mon quartier étudient les éléments qui influencent les relations de voisinage. Il ne s'agit pas de mettre la pression sur le citoyen mais bien de s'assurer que l'environnement soit facilitant pour le passage à l'action, le développement d'initiatives citoyennes et de relations de voisinage. Ci-dessous, en capitalisant sur l'expérience de ces deux démarches, il est possible d'illustrer les stratégies multi-composantes développées par les promoteurs de ces projets selon le modèle *Comprehensive Model for Behavioral Treatment (COM-B)*<sup>62</sup> basé sur des éléments de la psychologie communautaire. Il ne s'agit pas de travailler de façon idéale sur tous ces facteurs, mais de combiner certains d'entre eux pour espérer observer un impact.

Premièrement, ce modèle indique d'agir sur les opportunités physiques et sociales, cela peut par exemple signifier de miser sur les lieux naturels de rencontres, des lieux neutres pour que la population puisse plus facilement se l'approprier, de mettre en places des boîtes de partages dans l'objectif de provoquer des rencontres, de faire qu'à l'échelle de la rue il y ait un brise-glace. En ce qui concerne les opportunités sociales, le RQVVS estime qu'environ 20% de la population sont prêts à agir, en ont l'intention mais manquent d'un *cue to action*, soit une opportunité, un prétexte pour passer à l'action. Il convient également de préciser que la contagion sociale et l'imitation sont les prédicteurs les plus importants du comportement, les individus désirant s'affilier au modèle. En ce sens Voisins solidaires incite les organismes porteurs de la démarche à profiter des interactions préexistantes, des réseaux d'intérêts au sein des milieux pour repérer les voisins rassembleurs, les leaders au sein du milieu, « *il est difficile de créer de l'interaction sociale, il faut repérer les voisins rassembleurs dans les communautés, ceux que l'on écoute, ceux qui ont de l'influence afin de les soutenir dans leurs initiatives* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). La formation de « *peers leaders* »<sup>63</sup> pour donner l'exemple est une pratique qui peut également être utile. Voisins solidaires propose aux voisins rassembleurs et aux intervenants de milieu un guide d'animation d'un rendez-vous des voisins. « *Pour rejoindre les personnes les plus isolées, il n'est pas toujours nécessaire de les atteindre en tant que professionnels, la sensibilisation des personnes autours peut être une*

---

<sup>61</sup> Vallerie B. et Le Bossé Y. (2006), Le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement. *Les sciences de l'éducation pour l'Ére nouvelle*, 9(3), 35-47

<sup>62</sup> Michie *et al.* (2011), The behaviour change wheel: A new method for characterising and designing behaviour change interventions.

<sup>63</sup> Barr-Anderson *et al.* (2012), A school-based, peer leadership physical activity intervention for 6th graders.

*technique prometteuse* » (Organisme communautaire Action prévention Verdun). L'utilisation de techniques de marketing social et le développement d'une communication ciblée pour promouvoir une vision positive du voisinage représentent également des pistes d'action intéressantes.

Deuxièmement, le modèle COM-B promeut le travail autour de la motivation. Plusieurs voies sont possibles pour travailler sur la motivation. Il peut par exemple s'agir de montrer que c'est possible et que ça prend peu de temps, de faciliter les démarches. Voisins solidaires peut servir de prétexte pour aller voir le voisin alors « *on dirait que ça peut légitimer de se préoccuper de son voisin, souvent les gens ce qu'ils disaient c'était, là si on va voir si elle se sent bien la voisine, on va se faire dire qu'on ne se mêle pas de nos affaires* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska) ; « *au lieu de voir ça négativement d'aller se préoccuper de son voisin, on le voit positivement, on n'est pas en train de faire des commérages, on est en train de se préoccuper de notre voisin* » (CISSS Bas-Saint-Laurent). La motivation extrinsèque, associée aux comportements qui tiennent moins compte de la satisfaction inhérente à une activité qu'aux bénéfices extérieurs que celle-ci permettrait d'obtenir<sup>64</sup> est régie par la récompense, la reconnaissance sociale (sourire, poignée de main, félicitations, etc.), la possibilité de se valoriser. En ce sens, il peut s'agir de créer un concours, de mettre en place des prix de reconnaissance des initiatives citoyennes. La motivation intrinsèque, quant à elle, implique que l'individu réalise des activités pour l'intérêt qu'elles présentent en elles-mêmes et pour la satisfaction, l'estime de soi que la personne en retire. La théorie de l'autodétermination a été initiée par Edward L. Deci et son étudiant Richard M. Ryan en 1977 afin d'expliquer le concept de motivation intrinsèque. Cette théorie est basée sur des besoins humains universels qui sont les suivants : être compétent, être autonome et entretenir des liens ; quand ces besoins sont satisfaits nous sommes motivés, productifs et heureux.<sup>65</sup> L'autonomie est définie comme la sensation d'être à l'origine de ses propres comportements. Augmenter ce sentiment contribue donc à laisser libre le citoyen d'entreprendre et de réguler ses propres actions afin d'être en adéquation avec ses valeurs. Le RQVVS met à disposition de la population un répertoire du bon voisinage, et crée également des outils autonomes à destination des citoyens, « *nous avons retravaillé les cartons d'invitation disponibles sur le site internet et les avons distribués de maison en maison et lors de mes visites au parc avec mes enfants* » (questionnaire citoyen organisateur d'une fête de voisins en 2018). Il convient de préciser que cela suppose la capacité des institutions

---

<sup>64</sup> Pink D.H. (2016), *La vérité sur ce qui nous motive*, trad. par Rozenbaum M., Edition "Clés des Champs"

<sup>65</sup> Deci E.L., et al. (1999), A meta-analytic review of experiments examining the effects of extrinsic rewards on intrinsic motivation, *Psychological Bulletin*, 125, n°6, p. 659



qui créent ces outils ou qui en font la promotion de s'inscrire dans un processus d'appropriation du pouvoir d'agir par les citoyens.

Enfin selon le modèle COM-B, il s'agit de travailler sur la capacité des personnes et des groupes. L'individu évalue notamment ses capacités en observant les succès ou les échecs rencontrés par les personnes qui lui ressemblent en termes d'âge, de sexe, etc., c'est ce que l'on appelle l'apprentissage social<sup>66</sup>. Par exemple Monsieur X croira davantage en sa capacité à manger équilibré s'il a observé quelqu'un qui lui ressemble y parvenir. « *Des barrières à l'engagement, il y a le temps, il y a aussi le fait que beaucoup de gens se sentent impuissant, quand on leur dit on va faire tel projet, on va faire ceci on va faire cela, « mais non mais ça ne va pas marcher » »* (OBNL Solon collectif). La transformation des dynamiques entre voisins s'opère lorsque ceux-ci connaissent des expériences de rapprochement avec leur voisinage immédiat ou le plus près possible de leur lieu de résidence. En ce sens il s'agit de soutenir les voisins rassembleurs, d'accueillir et de soutenir des projets issus de voisins. Un événement comme la Fête des voisins, organisé par les citoyens avec leurs voisins immédiats, est un bel exemple de ce type de rapprochement avec un ancrage territorial. Quand on réussit par exemple comme quartier, comme voisinage à fermer la rue, un espace public, c'est un *quick wins*, un petit gain, cette avancée peut permettre au groupe d'aller recruter d'autres, et ainsi de suite. C'est un petit geste, mais il montre que nous avons le pouvoir, ensemble d'améliorer notre communauté et de faire cheminer des bonnes idées. Dans l'optique d'accroître la capacité des personnes, il est avant tout essentiel d'agir sur les systèmes en adaptant les règlements, et d'utiliser les leviers décisionnels, d'inscrire par exemple le développement de la participation sociale au sein du voisinage et le soutien aux initiatives citoyennes dans les politiques de développement social, et dans les différents plans d'action.

Voisins solidaires a développé un modèle avec neuf champs d'action que l'on peut retrouver en annexe 2<sup>67</sup>. Pour chaque champ d'action de nombreux exemples sont proposés en fonction des acteurs souhaitant s'investir dans la démarche.

---

<sup>66</sup> M Rondier, et A Bandura. (2004), Auto-efficacité. Le sentiment d'efficacité personnelle. Edition OpenEdition Journals.

<sup>67</sup> Annexe 2 : Schéma des neuf champs d'action – Voisins solidaires. p. 64.

## ***Être conscient des éléments pouvant favoriser ou faire barrière au travail sur la participation sociale des populations à cette échelle de grande proximité***

Les territoires se distinguent à la fois par les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques de leur population. Sans avoir l'ambition de l'exhaustivité, à travers les discours des enquêtés, qui sont issus de milieux différents nous aborderons un éventail d'éléments historiques, contextuels, financiers, liés au processus qui facilitent ou non le travail sur la participation sociale des citoyens au sein d'une communauté géographique de grande proximité.

Concernant les éléments contextuels, citons premièrement l'évolution des orientations gouvernementales et des rôles attribués à certains organismes tels que les CLSC « *maintenant l'approche locale, communautaire est en effritement donc c'est sûr que c'est plus une approche gouvernementale qui est très populaire, nous on n'a plus de cible qui nous demande de travailler là-dessus. Moi quand je suis arrivée on était 5 organisateurs communautaires, puis là ma remplaçante est toute seule* » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Deuxièmement, les décideurs ont une sensibilité plus ou moins forte à la participation citoyenne. Cette sensibilité varie en fonction du parti politique au pouvoir « *dans certains partis politiques c'est presque une trademark, une façon de faire l'implication citoyenne, ça peut être au niveau des ruelles vertes, au niveau communautaire* » (Élu 2 ville de Montréal), ou encore « *c'est une municipalité qui veut soutenir la mobilisation citoyenne et qui encourage une certaine forme de mobilisation citoyenne, surtout lorsque ça correspond à leur agenda politique* » (OBNL Solon collectif). Cette sensibilité et cette ouverture varient également selon le parcours, l'expérience professionnelle et personnelle des personnes élues « *c'est ma formation de travailleur social, mon parcours personnel d'avoir bougé partout et d'avoir vu comment ça fonctionne ailleurs, toute l'énergie que j'ai mis pour apprendre la langue, pour bien comprendre comment ça marche ici et me rendre compte de voir que ça vaut la peine de s'impliquer* » (Élu 2 ville de Montréal) ; « *je vais essayer de ne pas être dans les préjugés, mais tu sais les gens n'ont pas des niveaux d'éducation très élevés donc au niveau d'une maturité personnelle quelquefois les gens sont là pour le pouvoir* ». (CISSS Bas-Saint-Laurent). Un élément contextuel majeur pour favoriser la mobilisation des citoyens semble être la présence d'une ressource compétente dans les relations sociales, ayant déjà travaillé dans différents milieux. « *Pour aller chercher les populations ce sont vraiment des personnes significatives. Je pense à un projet concret à Saint Pascal où il y avait une dame qui s'occupait du dépannage alimentaire, donc ces gens comme cette femme qui sont des personnes très accessibles, qui ne jugent pas, qui accueillent les gens dans leur intégralité mais qui quand même ont une certaine rigueur, ce n'est pas tout qui est acceptable, j'ai appris énormément de ces femmes-là* » (CISSS Bas-Saint-Laurent).

Citons un dernier élément contextuel, il s'agit de l'évolution des aspirations de la population, « *aujourd'hui les gens sont beaucoup plus intéressés à aller vers leurs aspirations en termes de conditions de vie, de choix de ville, en fonction des services qu'elle offre ... les gens sont beaucoup plus informés, mais aussi impliqués. Et donc ces personnes plus informées, sont plus exigeantes à l'égard de leurs élus, ils demandent à leurs élus de s'engager dans des démarches qui viennent améliorer la condition de vie, pas seulement dans les infrastructures, mais dans l'amélioration de la vie des quartiers, les parcs, ça devient à la fois plus difficile pour des élus de travailler, mais ça oblige ces élus là à être sensibles aux préoccupations citoyennes, à ouvrir la discussion* » (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).

En ce qui concerne les éléments liés au processus, citons tout d'abord un élément mis en évidence à de nombreuses reprises par les enquêtés et qui semble dans tous les contextes pouvoir faire barrière à l'action, il s'agit du niveau de complexité dans les démarches, il est parfois nécessaire de monter de réels dossiers pour « *que l'on puisse guider cette personne-là dans la machine comme on l'appelle, dans l'administration* ». (Élu 2 ville de Montréal) ; « *C'est vraiment la bureaucratie, tu sais quelquefois il pourrait y avoir des choses très très simples qui pourraient servir de leviers. Mais parfois pour eux c'est très compliqué parce que ce sont des bénévoles, il y en a qui sont très très à l'aise avec ça, mais la majorité non* » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Deuxièmement, pour ce qui est des moyens mis en œuvre dans le processus, les niveaux de compétences en présence semblent inégaux d'un contexte à un autre. Un troisième élément est lié à la rotation importante des différents interlocuteurs. En effet dans un travail de partenariat, l'établissement d'une relation de confiance prend du temps et de l'énergie. Il convient de préciser que ces rotations ont un réel intérêt, et peuvent avoir des conséquences aussi bien positives que négatives, néanmoins « *il y a un roulement beaucoup de personnes, c'est un peu les difficultés, les personnes agents de développement, ce sont souvent des personnes qui commencent à travailler, et qui commencent, qui sont à temps partiels souvent, et qui se trouvent un job plus intéressant, alors ils partent et il faut recommencer* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska).

Un troisième groupe d'éléments concerne les ressources financières, dans un contexte de restriction budgétaire les municipalités et les organismes peuvent craindre d'avoir une multitude de demandes de projets à financer, « *les municipalités vivaient des difficultés monétaires, alors ils sont pris par des légendes, alors vous voyez moi je ne vends rien mais qui font qu'ils sont plus craintifs à s'engager dans des choses, ils ont à débattre avec des problèmes d'organisation, de planification-là qui sont très matérielles* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska).

Pour terminer citons quelques éléments liés à l'histoire du territoire. Certaines municipalités ont en effet depuis longtemps une grande ouverture, sont engagées depuis toujours dans des politiques de développement social ou dans le Réseau de villes et villages en santé, avec des comités très actifs, des démarches intersectorielles et de consultations, et ainsi elles sont très invitées à s'impliquer. La ville de Gatineau par exemple a depuis de nombreuses années vraiment mis l'accent sur le quartier comme pôle de développement social, avec plusieurs initiatives en cours telles que la démarche Habiter mon quartier. Dans le Kamouraska c'est également « *une culture qui a été implantée dans cette communauté-là, depuis peut-être vingt ans, puis quand il y a des nouveaux élus qui arrivent, qu'il y a un changement, ils sont prêts, ils suivent un peu cette culture-là de l'implication, pour la réflexion autour de la pauvreté aussi quand même on sent une différence. Et puis je dirais que ce n'est vraiment pas le cas pour d'autres municipalités [donc] ça dépend beaucoup de l'appareil municipal, de la culture qui s'est implantée là, dans les municipalités* » (CISSS Bas-Saint-Laurent). La présence historique ou non d'organismes communautaires dynamiques ou la mobilisation de la population autour de projets de voisinages tels que la présence de nombreuses ruelles vertes qui créent de la convivialité et des lieux de rassemblement dans les quartiers peuvent également influencer la façon d'engager une telle démarche de développement de la participation sociale, « *il sera plus facile d'inciter et de soutenir l'initiative citoyenne dans un quartier historiquement dynamique tel que celui de Rosemont-La petite patrie, où la présence de nombreuses ruelles vertes, la présence d'organismes communautaires dans le Vieux-Rosemont, une démarche de consultation citoyenne, des projets collectifs. Il y a déjà la culture de participation dans le quartier* » (OBNL Solon collectif). A l'inverse certains territoires, citons par exemple les Iles de la Madeleine vivent une grande partie de l'année du tourisme, et rencontrent de grandes difficultés quant au fait de garder les jeunes sur leur territoire. Certaines spécificités peuvent également se dégager en fonction du caractère rural, semi-urbain ou urbain du territoire. Au Québec près de 75 % du territoire habité peut être qualifié de rural, à l'extérieur des 31 grandes agglomérations urbaines de plus de 10 000 habitants. La ruralité peut présenter des freins tels que la dévitalisation, l'exode des personnes âgées et des jeunes, des problèmes de transports, mais elle peut aussi présenter des forces, « *je dois avouer que dans le Kamouraska comme c'est vraiment le milieu rural, le fait d'être éloigné, ça fait que les gens sentent qu'ils ont besoin les uns des autres, ils maintiennent cette mentalité-là malgré qu'elle ait diminuée depuis les années 50-60 mais elle est encore présente, moi je l'ai sentie. Les gens ont leur demande s'ils ont quelqu'un à appeler s'ils ont besoin, s'ils ont quelqu'un en qui ils ont confiance, c'est beaucoup référé* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). De la même façon un territoire urbain peut à la fois représenter un élément favorable du fait de la proximité, etc. et à la fois un frein du fait de la crainte d'être « envahi » par le voisinage.

Ces éléments témoignent du fait que les environnements sont dynamiques et changeants, les quartiers ne sont pas statiques, il y a une diversité de contextes, chaque communauté est unique et modelée en fonction de circonstances qui lui sont propres. Cela montre qu'il y a une diversité infinie de situation, certains éléments qui pourraient être vus comme une faiblesse peuvent se transformer en forces dans certains cas. Sur le terrain nous constatons que ces actions, ces expérimentations sont bien souvent portées par un éventail d'acteurs en charge du développement social et des communautés. En toute connaissance de cause, il convient de définir les acteurs de ce développement social et les valeurs partagées avec la promotion de la santé et ceci dans l'objectif de pouvoir échanger autour des défis rencontrés.

## **2. Comprendre les rapprochements et les distinctions entre le développement social et communautaire et la promotion de la santé**

### ***Rassembler les acteurs qui font vivre le développement social et le développement des communautés***

Tout comme la promotion de la santé, nombre d'acteurs gravitent dans le champ du développement social et de l'intervention communautaire.

Le premier et le plus fondamental des acteurs est le citoyen. Les interventions et les démarches s'appuient sur la participation des citoyens de tous les milieux de la communauté, qui s'approprient leur développement et travaillent ensemble à l'amélioration du bien-être et de la santé de leur communauté. Il s'agit d'intervenir par et avec la communauté, de soutenir les initiatives citoyennes, « *nous avons distribué une invitation officielle que nous avons remis en mains propres à chaque voisin, pour avoir l'occasion d'établir un contact avant la fête.* » (questionnaire citoyen organisateur d'une fête de voisins en 2018).

Le développement des communautés est souvent rattaché dans les municipalités aux services du développement social, des loisirs et de la vie communautaire. Ce service explore de façon générale trois milieux de vie : la résidence, le travail, et les lieux où se passent les loisirs. Les services de loisirs ont différents axes d'interventions : les initiatives de la municipalité ou les initiatives de la communauté, et les initiatives individuelles ou les initiatives collectives. Le sentiment, la conscience du pouvoir d'agir, de modifier les milieux se situent dans l'initiative collective de la communauté sur l'espace public. Ici nous nous intéressons particulièrement aux actions sur le territoire de grande proximité du voisinage. Tout événement communautaire, de loisirs ne permet pas nécessairement de faire connaissance avec de nouvelles personnes, c'est une

constatation très importante pour l'approche Voisins solidaires et Habiter mon quartier. En effet, les événements communautaires, que ce soit la Fête de la Saint-Jean, les activités spéciales dans les parcs, les rues commerçantes piétonnes, etc., ne sont généralement pas des occasions de faire de nouvelles connaissances ou encore de se lier avec ses voisins<sup>68</sup>. Les participants y vont en famille ou avec des amis et restent généralement entre eux. Les petites municipalités qui souhaiteraient maintenir les jeunes, et les familles sur leur territoire rencontrent parfois de grandes difficultés à développer le sentiment d'appartenance, car de nombreuses ententes sont faites avec les grandes villes en termes de loisirs et de développement social. Il faut savoir que bien souvent les dynamiques décisionnelles des municipalités sont influencées par des phénomènes implicites et explicites et notamment par l'effet de mode, la pression des groupes, la politisation et la charge symbolique de certains projets où les enjeux politiques prennent parfois plus de place, un grand projet prend parfois plus de place qu'une multitude de petits changements etc. D'autant plus que le développement social est transversal, et les valeurs et principes du développement rencontrent parfois un choc culturel avec les compétences des autres services. Le développement est appuyé par des élus qui acceptent de « faire avec » plutôt que « faire à la place de ».

Les Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS/CIUSSS) émergent de la réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux et vont de l'avant avec le Programme national de santé publique (PNSP) qui préconisent la lutte contre les ISS, le renforcement des capacités d'agir des personnes et des communautés, les actions intersectorielles ainsi que le soutien des initiatives des communautés permettant de soutenir la création d'environnements favorables à la santé pour tous. En ce sens, un CISSS représente un acteur clé pour encourager les municipalités à soutenir des stratégies d'amélioration des conditions de vie par des processus maximisant le capital social et le pouvoir d'agir des communautés. Néanmoins, depuis l'entrée en vigueur du projet de loi en avril 2015, il est dorénavant prévu que les directions régionales de santé publique et la prestation directe des services, notamment ceux de la promotion de la santé, relèvent d'une seule et même organisation : les nouveaux Centres intégrés de santé et de services sociaux. Le principe de responsabilité populationnelle est maintenu, mais l'action des CISSS et de

---

<sup>68</sup> RQVVS., *Op. cit.*, p. 6.

leurs partenaires s'articule maintenant au regard d'un territoire beaucoup plus vaste, dont les contours correspondent dans la plupart des cas, à ceux des régions socio-sanitaires<sup>69</sup>.

L'INSPQ, les universités (formation et recherche), le secteur associatif, les organismes communautaires et les fondations philanthropiques sont aussi des acteurs incontournables.

Les travailleurs sociaux (chargés de développement social au sein des municipalités, les travailleurs de milieux, etc.) interviennent dans une multiplicité de champs : celui de la précarité tant sociale que dans l'habitat, les services du loisir, du social et du communautaire et des structures municipales ou communautaires telles qu'Action prévention Verdun<sup>70</sup> ou Solon Collectif jouent un rôle essentiel dans le développement social et communautaire.

Il y a différentes façons de faire vivre le développement social dans les régions et les communautés. Aucune organisation ne pourrait porter à elle seule le développement social. Les municipalités semblent être des locomotives du développement social, et les acteurs locaux ont un contrôle assez « important » sur les composantes de bases du développement social.

### ***Apprendre des modalités spécifiques de chaque champ pour poursuivre des objectifs communs***

La promotion de la santé, le développement social et des communautés, partagent de nombreuses valeurs, principes, pratiques et finalités. Citons tout d'abord le fait que les intervenants sociaux répondent aux besoins de base des personnes, tels que définis dans la charte d'Ottawa pour la promotion de la santé (se loger, accéder à l'éducation, se nourrir convenablement disposer d'un certain revenu, bénéficier d'un écosystème stable, compter sur un apport durable de ressources, avoir droit à la justice sociale et à un traitement équitable)<sup>71</sup>. Ils partagent également des objectifs sociétaux communs tels que la justice et la cohésion sociale, la recherche du bien-être et de

---

<sup>69</sup> Réorganisation du réseau. In Ministère santé et services sociaux Québec. MSSS [en ligne]. MSSS, 3 août 2018, [consulté le 4 août 2018]. Disponible sur : <http://www.msss.gouv.qc.ca/reseau/reorganisation/portrait-organisationnel/>

<sup>70</sup> Organisme communautaire de l'arrondissement de Verdun à Montréal, dont les missions principales sont les suivantes : assurer et soutenir le développement, la planification et la gestion de programmes de sécurité et de bien-être destinés à la population verdunoise, notamment aux clientèles particulières répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté dans une optique de développement social et d'implication communautaire ; Promouvoir et augmenter la sécurité objective et subjective dans la communauté par des actions préventives et l'implication des citoyens (prévention de la criminalité, des incendies et promotion de la sécurité civile).

<sup>71</sup> OMS. *Op. cit.* p. 2.

l'autonomie. Ils ont des valeurs communes, qui sont notamment l'équité, la responsabilité collective, le non jugement des individus, l'entraide et la solidarité, le respect des droits et des libertés des personnes. La promotion de la santé, le développement social et des communautés accordent leur priorité aux populations vulnérables, dans un souci d'équité sociale et de réduction des inégalités. L'action sociale tout comme la promotion de la santé ont pour objectif de lever les obstacles à la participation dans un objectif d'*empowerment* et de pouvoir d'agir.<sup>72</sup> Les professionnels qui souhaitent travailler en prenant en compte ces différents principes et valeurs dans leurs actions de développement social et des communautés doivent davantage travailler dans les milieux et ceci « avec » les populations plutôt que « pour » elles. « Enfin la promotion de la santé s'appuie sur des méthodes et des pratiques communes avec le travail social : approche collective et participative, démarches communautaires, approche individuelle centrée sur les besoins de la personne, relation d'aide et accompagnement, éducation »<sup>73</sup>.

Ainsi le développement de la participation sociale s'inscrit parfaitement dans les champs du développement social, des communautés et de la promotion de la santé. En 1984, l'OMS évoque déjà l'idée de la participation, qui est admise aujourd'hui comme étant l'ADN des projets communautaires. Certaines stratégies de santé communautaire seraient intéressantes à reprendre et à évaluer en parallèle avec les modalités spécifiques du champ de la promotion de la santé afin de produire de nouvelles connaissances scientifiques. Les logiques d'action sur lesquelles s'appuie la promotion de la santé constituent peut-être ce qui la distingue le plus du développement social et communautaire. Dans la sphère de la santé publique, l'intervention s'appuie en principe sur des recherches préalables ayant déterminé les causes et les effets d'un problème<sup>74</sup>. Il apparaît que certains professionnels de l'action communautaire, s'inquiètent du fait que ces approches risquent de mener à des interventions inscrites dans des protocoles prédéterminés par des experts, laissant peu de place dans la définition des objectifs aux acteurs et populations concernés et ne s'inscrivant pas dans une approche d'intervention en développement communautaire, c'est-à-dire une « action entreprise par la population pour améliorer ses conditions de vie à partir de ses propres ressources et de l'usage de techniques qui favorisent l'autonomie, l'initiative et l'entraide »<sup>75</sup>. Le

---

<sup>72</sup> Beauchemin M. *et al. Op. cit.* p. 3.

<sup>73</sup> INPES (2016), Dossier : les intervenants du social : quel rôle pour promouvoir la santé des populations ? *La santé en action*.

<sup>74</sup> Beauchemin M. *et al. Op. cit.* p. 3.

<sup>75</sup> Lachapelle R. et Bourque D. (2007), *Pratiques d'organisation communautaire en CSSS et programmes de santé publique*. Rapport de recherche. Université du Québec en Outaouais.



développement social et des communautés semble accorder moins d'importance à la création de cadres logiques et aux études de causalité privilégiées par les scientifiques avant de passer à l'action.

La démarche probante promue en santé publique consiste davantage à éclairer une décision par des données scientifiques plutôt que de baser une décision sur celles-ci. En effet il s'agit d'identifier et d'utiliser de façon judicieuse les meilleures preuves disponibles et ceci en se basant autant sur des savoirs tirés de recherches que des savoirs expérientielles, propres aux praticiens, experts et professionnels. L'approche en développement des communautés stipule que le développement comporte une multitude de variables, et que les effets, les changements sont issus de dynamiques propres à chaque milieu. Ceci n'exclut en rien une rigueur pour ce qui concerne les objectifs, les principes d'interventions et les critères d'évaluation. Dans le champ de la promotion de la santé la production et la diffusion de connaissances sur les effets sont reconnus comme essentiels, il s'agit par exemple de réaliser une évaluation pour définir les modalités d'implantation d'une intervention donnée, dans un contexte donné qui garantissent l'efficacité, comment cette intervention doit-elle être effectuée. Tout l'enjeu du transfert de connaissances est d'hybrider ces différents types de savoirs, et de prendre en compte que l'efficacité d'une intervention se fait avec une population donnée, un contexte donné avec des conditions de mises en œuvre données.<sup>76</sup>

Ainsi la promotion de la santé et le développement social et communautaire gagneraient à apprendre l'un de l'autre de leurs modalités propres pour poursuivre les objectifs communs et notamment la réduction des ISS. Il est essentiel que les acteurs se sentent légitimes et outillés pour intervenir.

Au regard de ces principes d'actions communs et de ces distinctions nous terminerons cette partie en interrogeant deux des défis que peuvent rencontrer les acteurs dans ce type d'actions qui visent à favoriser les interactions sociales et à renforcer le pouvoir d'agir des populations.

---

<sup>76</sup> Breton E. *et al. Op. cit.* p. 3.

### 3. Susciter la participation sociale en vue d'agir sur les inégalités sociales de santé

#### ***Prendre en compte le voisinage comme nouvel espace de participation sociale pour lutter contre différentes formes d'inégalités face aux opportunités à participer***

L'état de santé des populations présentant un désavantage social est globalement plus dégradé que celui des populations plus avantagées. « Le désavantage social est lié à différents aspects : socio-économiques tels que le revenu, la profession, le niveau d'instruction et la situation socio-économique ; socioculturels tels que le sexe, l'appartenance ethnique, la religion, la culture, la condition d'immigré et le capital social ; sociogéographiques tels que le fait de vivre dans un quartier pauvre ; et à l'âge. Les groupes socialement défavorisés peuvent de fait être concernés par plusieurs de ces aspects »<sup>77</sup> (OMS, 2013). En général, l'état de santé sera d'autant moins bon que l'on se trouve dans une catégorie sociale défavorisée, cette distribution se faisant de façon graduée tout au long de la hiérarchie sociale.<sup>78</sup> Cette définition met en avant que les ISS sont injustes et sont considérées comme évitables par des mesures judicieuses. « Elles ne relèvent pas seulement de la biologie, mais de déterminants socialement construits »<sup>79</sup>. Il convient d'ajouter que des différences systématiques dans les expériences de différents milieux sociaux conduisent à différents états biologiques et développementaux. L'hypothèse que la santé est produite dans la vie quotidienne, nous amène à repenser et à étudier l'effet des caractéristiques essentielles des quartiers, dans la mesure où elles influencent la vie des individus et des familles. Ainsi, la répartition géographique des inégalités en matière de santé peut être liée aux inégalités dans les ressources liées à la santé disponibles dans l'environnement immédiat.<sup>80</sup>

---

<sup>77</sup> OMS Bureau régional de l'Europe. (2013), Synthèse : promotion de l'activité physique chez les groupes socialement défavorisés : principes d'action.

<sup>78</sup> Guichard A, Potvin L. (2010), Pourquoi faut-il s'intéresser aux inégalités sociales de santé ? In : Potvin L., Moquet M.-J., Jones C.M. la réduction des inégalités sociales de santé. Saint Denis : Inpes, coll. Santé en action, 2010 : 280 p.

<sup>79</sup> Moleux M., et al. (2011), Les inégalités sociales de santé : déterminants sociaux et modèles d'action [Rapport]. Paris : Inspection générale des affaires sociales, 2011 : 124 p.

<sup>80</sup> Bernard *et al.* (2007). Health inequalities and place : a theoretical conception of neighbourhood. *Social Science and Medicine*.

Selon certains auteurs, la participation sociale est la pierre angulaire de la réduction des ISS<sup>81</sup>. Or une étude menée par Statistiques Canada en 2012<sup>82</sup> portant sur le don, le bénévolat et la participation met en avant les capacités, les ressources et les opportunités de participation inégales qui structurent une forme d'exclusion des pratiques de participation sociale et notamment selon les âges de la vie. « La plupart des études sur le bénévolat démontrent que le facteur le plus influent sur la participation demeure la sollicitation par un pair. Cela suppose que le contexte social a davantage d'incidences sur ce type de pratique que la motivation personnelle ou les raisons d'agir. Or, les chances d'être sollicité dépendent certes de caractéristiques personnelles, telles que la personnalité, mais de façon plus importante, elles dépendent des organisations, des réseaux sociaux et des milieux de vie qui proposent des opportunités de participation ».<sup>83</sup> Les possibilités de participation semblent être influencées par les catégories d'âge, en effet l'appartenance aux organisations qui ponctuent notre vie : les écoles, les milieux de travail et de loisirs pour jeunes, adultes ou aînés, administre en quelque sorte les possibilités de participation. Ces institutions concentrent des dynamiques de participation sociales actives, puisque les gens qui y œuvrent incitent souvent les individus qu'ils rencontrent à y participer. Or notons que « en avançant en âge, les aînés sont nombreux à exprimer la volonté de vieillir le plus longtemps possible dans leur communauté et voient leurs réseaux sociaux décroître et se recentrer autour de leur domicile au fil des années. Le voisinage s'impose, dès lors, comme un espace important à considérer afin d'accroître leur connectivité sociale. Bien qu'elle puisse toucher l'ensemble des aînés, la problématique de l'isolement est particulièrement urgente à aborder au sein des milieux défavorisés où se voit exacerbé l'impact des mécanismes d'exclusion sociale »<sup>84</sup>.

### ***Adapter l'intensité du soutien et de l'accompagnement aux spécificités des sous-groupes de l'ensemble de la population***

Tout indique qu'il faudrait cibler les communautés et les quartiers défavorisés afin d'y développer des politiques, recherches et interventions visant explicitement à renforcer le capital

---

<sup>81</sup> Potvin, L. (2007), *Managing uncertainty through participation*. In D. Mc Queen et I. Kickbush (dir.), *Health and modernity. The role of theory in health promotion*. New York : Springer. 103-128.

<sup>82</sup> Statistique Canada (2012), « Canadiens dévoués, Canadiens engagés : rapport de tableaux, 2010 », in *L'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP)*, Ottawa.

<sup>83</sup> Gaudet S. et Turcotte M., *op. cit.* p. 15.

<sup>84</sup> Remillard Boilard. (2015). *Sociabilité de voisinage des personnes aînées: étude exploratoire du quartier Jardins-Fleuris de Sherbrooke*. Mémoire.

social<sup>85,86</sup>. « *Le facteur principal avec lequel on travaille c'est le lien avec la pauvreté. La réflexion autour des ISS je l'ai beaucoup eue, mais au niveau des saines habitudes de vie. J'avais lu quelque chose vraiment que les personnes les plus éduquées entendent le message des saines habitudes de vie et vont adhérer assez rapidement à ce message-là, donc si on reste toujours à ce même niveau-là de diffusion de message, aînés, jeunes, peu importe la population, on va toujours aller vers les personnes les plus convaincues, les plus actives déjà, etc. [...]. On avait toujours cette préoccupation-là de se dire comment on essaie de rejoindre ces personnes-là, qui ne sont pas parties prenantes, et qui vont dire dès le départ ces choses-là ce n'est pas pour moi. Comment avoir des incitatifs participatifs et non pas compétitifs.* » (CISSS Bas-Saint-Laurent). En effet l'approche universelle qui s'adresse à l'ensemble de la population a montré au fil du temps qu'elle tendait à creuser les ISS, car elle bénéficie avant tout aux populations les plus favorisées. Depuis quelques années une réflexion théorique autour d'une approche émergente, l'universalisme proportionné, semble dessiner une voie prometteuse pour lutter contre les ISS. « L'universalisme proportionné est une démarche mixte (universelle/ciblée) qui vise à définir des objectifs de santé pour tous, en identifiant les obstacles auxquels se heurtent certains groupes précis, afin d'adapter les stratégies d'action de manière à éliminer ces obstacles »<sup>87</sup>.

Dans cette perspective l'un des préalables est alors d'identifier à la fois les communautés les plus défavorisées, qui se sentent le moins en capacité d'agir mais également les obstacles que celles-ci rencontrent. Pour cela plusieurs outils peuvent être développés, comme ceux de la ville de Laval qui s'est engagée dans un diagnostic social de l'entraide et de la solidarité sur le territoire ; la ville de Gatineau quant à elle a piloté la réalisation d'un portrait des communautés *on a demandé aux citoyens de nous aider à découper la ville de Gatineau en quartier, quel était selon eux leur quartier de proximité [...] à travers cette étude là on a identifié plus de 60 communautés, qui sont vraiment à plus petite échelle dans la ville de Gatineau, elles ont chacune un nom*. Le portrait permet aussi de connaître une partie de l'histoire sociale, ce qui aide à comprendre la situation actuelle, et de déterminer les segments de la population qui ne sont pas rejoints (par exemple les groupes marginalisés ou exclus ou encore certains groupes d'âge) et ainsi de les soutenir de façon plus

---

<sup>85</sup> Vyncke V., et al. (2013), Does neighbourhood social capital aid in levelling the social gradient in the health and well-being of children and adolescents? A literature review, BMC Public Health 2013, 13:65

<sup>86</sup> Diez Roux A. V. et Mair C. (2010), Neighborhoods and health, Annals of the New York Academy of sciences, Issue: The Biology of Disadvantage, Ann. N.Y. Acad. Sci. 1186 (2010) 125–145 c\_ 2010 New York Academy of Sciences.

<sup>87</sup> Breton E. et al. *Op. cit.* p. 3.

personnalisée. Ainsi il pourrait être envisagé d'adapter l'intensité du soutien et de l'accompagnement aux spécificités des sous-groupes de l'ensemble de la population. Certaines communautés pouvant être identifiées comme vulnérables, résiliente, en équilibre ou encore avantagée sur certains plans. Les travailleurs de milieux et les agents de développement, qui soutiennent d'ores et déjà les populations les plus en difficultés sur le terrain, qui ont développé depuis des dizaines d'années des stratégies pour développer le pouvoir des individus et des communautés ne semblent pas toujours être associés à ces questions de réduction des ISS. Il ne semble pas toujours y avoir une réflexion consciente sur ces enjeux « *Je pense que les enjeux de réduction des ISS nous dépassent un peu, parce que ça touche tellement de secteurs que je ne pense pas que nous directement on pourrait avoir un impact là-dessus. On pourrait faire partie d'un groupe qui aurait une réflexion là-dessus. Tu sais l'amélioration de la qualité de vie ça passe par la personne et si la personne par elle-même elle arrive à se sortir un peu de la difficulté, elle retourne à l'école, elle a un meilleur salaire, et bien tout ça on a peut-être enclenché tout ça, mais on ne travaille pas nécessairement à un objectif qui serait trop gros. On fait partie de la CDSV concertation en développement social de Verdun, son but c'est la lutte à la pauvreté, donc on en fait partie, donc à travers leur plan de développement social c'est sûr que l'on contribue un peu à ça, mais ce n'est pas dans nos priorités directement.* » (Organisme communautaire Action prévention Verdun).

#### **4. Développer la culture de l'évaluation**

##### ***Faire évoluer les modalités et objectifs du processus d'évaluation afin d'optimiser le temps qui lui est consacré***

Dans le champ de la promotion de la santé, il est essentiel de produire de la connaissance sur les effets des interventions et de tirer profit de ces connaissances pour la pratique, afin de réaliser certains ajustements en cours de programmes. Ainsi, un second défi qui semble majeur pour les acteurs concerne toute forme d'évaluation qui tienne compte des processus de développement des communautés et de développement social.

Tout d'abord quelques éléments sont à souligner. Notons que l'approche classique, axée sur la prise en compte de l'impact d'une seule organisation, n'est pas transposable pour mesurer

l'impact de plusieurs organisations travaillant ensemble à la résolution d'un problème commun<sup>88</sup>. Lorsqu'il est question d'évaluation, les outils traditionnels d'évaluation municipale axée sur la production normée ne sont en effet pas adaptés aux nouveaux indicateurs d'évaluation. Il semble essentiel actuellement d'évaluer à la fois les impacts, les processus mais également les processus partenariaux dans les programmes. Or les logiques *top down*, la nécessité de rendre des comptes auprès des commanditaires, les échéances des bilans annuels ou des élections rendent difficile de faire reconnaître les temps de concertation essentiels pour observer des changements de pratiques durables et des résultats à long terme. En effet, on constate un « déséquilibre entre le temps consacré à certaines tâches et le temps nécessaire pour en réaliser d'autres, il semble demeurer un déséquilibre qui s'explique en partie par des temporalités différenciées : celles des partenaires, celles des bailleurs de fonds, celles du développement des communautés. Chaque acteur a en effet ses objectifs à court, moyen et long terme, des échéanciers qui sont parfois en opposition, parfois en adéquation. »<sup>89</sup>.

Plusieurs conditions peuvent contribuer au succès des démarches et interventions dans le domaine du développement social et du développement des communautés. L'une des plus importantes est de travailler, évaluer et financer à long terme, il faut prendre en compte le temps nécessaire pour rassembler les gens, développer une vision commune, clarifier et expliquer les objectifs, élaborer et mettre en œuvre un processus, des plans et des activités. Cela nécessite également de penser les indicateurs dès le début et d'identifier un porteur de dossier en charge de faire le suivi. La prise en compte de tous ces éléments suppose que les acteurs aient les ressources nécessaires pour mener à bien leurs actions. Or, actuellement l'évaluation demeure encore trop souvent un exercice effectué en aval plutôt qu'en amont de l'action, les acteurs semblent éprouver des difficultés et être encore peu outillés pour élaborer des indicateurs d'évaluation qui pourraient leur être utiles tout en répondant aux exigences des bailleurs.

*« Ce n'est pas facile à évaluer le développement social, on regarde présentement il y a des programmes, il y a des démarches d'évaluation par résultats et tout ça où on essaie d'identifier des effets à court termes, moyen terme et long termes, mais on voit que c'est le long terme, on veut des citoyens solidaires, qui sont capables de compter les uns sur les autres et qui sont capables de*

---

<sup>88</sup> F Hanleybrown. *et al* (2012), Channeling Change: Making Collective Impact Work. *Stanfords social innovation review*.

<sup>89</sup> Initiative montréalaise de soutien au développement social local. (2008). *Projet d'identification des conditions favorables à la concertation locale. Rapport final*.

*s'entraider lorsque c'est nécessaire, et on pense que ce type d'initiatives là répond finalement à un objectif global qui serait le bonheur des citoyens là il y a pas plus large que ça mais ça se fait à travers des projets, des conditions favorables que l'on essaie de mettre en place pour donner l'opportunité aux citoyens de côtoyer leur citoyens là, mais il y a aussi une préoccupation qu'on ne soit pas dans une approche top down, où on arrive avec une recette toute faite, il faut vraiment être à l'écoute des citoyens et être en mesure de les accompagner dans tout ça, mais oui on pense que ça rend nos villes vivantes, plus sécuritaires d'une certaine façon, on est aussi engagé avec les fêtes des voisins depuis plusieurs années, et on s'assure avec les associations de citoyens qui sont au courant qu'on peut faire des fêtes des voisins, rien que commander des posters, des cartons d'invitation, etc. c'est un autre exemple, on pourrait le regarder c'est une fête et c'est fini, c'est loin d'être ça, par une fête des voisins, tu rencontres tes voisins, tu les connais un peu mieux, ils sont moins menaçants, donc tu as peut être plus tendance à aller vers eux si tu as besoin d'aide etc. » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Comme nous le constatons pour certaines démarches, telles que celles promues par Habiter mon quartier et Voisins solidaires il est difficile de créer un cadre logique notamment car l'interaction entre deux personnes peut donner lieu à une infinité de résultats, « Je sais qu'il y a beaucoup de projets, de boîte à livre, de projets au niveau des loisirs des aînés. Je pense que c'est un ensemble de facteurs, dont le projet voisins solidaires qui fait que c'est parti. » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Ainsi les enquêtés soulèvent que certaines choses sont difficilement quantifiables. Par exemple, comment évalue-t-on la participation sociale ? Le changement d'une norme sociale est non tangible et ne s'évalue pas de la même façon qu'un programme. Lorsque l'on tente d'évaluer les impacts de certains projets, plusieurs enquêtés évoquent le fait qu'il est difficile de trouver les indicateurs qui parlent et s'arriment aux réalités. Alors même que certains indicateurs existent tel que la vitalité d'une communauté<sup>90</sup>.*

### ***Enrichir la réflexion autour d'un meilleur partage et d'une meilleure appropriation des outils d'évaluation par les acteurs***

Certaines villes telles que Laval ont réalisé tout un travail en amont afin de mettre en place les éléments assurant le succès de leur politique, en incluant un cadre de référence, un portrait de

---

<sup>90</sup> Jean, B. et Dionne, S. Instrument de suivi de la vitalité des communautés rurales (ivcr) Présentation dans le cadre d'un séminaire organisé par le Secrétariat du développement rural, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), Université du Québec à Rimouski (UQAR). Québec, le jeudi 12 avril 2012.

l'environnement social et une tournée de consultations publiques et citoyennes, ainsi que la conception du plan d'évaluation comme levier. Or sur le terrain nous faisons le constat que toutes les municipalités ne sont pas au même stade en ce qui concerne l'intégration d'une culture de l'évaluation. Les fonctionnaires des municipalités ne sont pas suffisamment outillés pour assurer les nouvelles tâches associées aux nouveaux pouvoirs délégués aux villes. Les villes ont une vision de gestion davantage centrée sur les systèmes plutôt que sur la gestion des populations, ces dernières étant en constante évolution. Par ailleurs, tellement de politiques voient le jour dans les municipalités (aînés, famille, etc.) que les acteurs municipaux se sentent vite démunis face à l'arrimage de toutes ces politiques et les plans d'actions qui en découlent, que ce soit au sein même de la municipalité ou avec les différents milieux impliqués (santé, communautaire, scolaire, etc.).

Les évaluations prennent du temps mais également des ressources humaines et économiques. Peu de ressources existent pour financer et effectuer les évaluations, qui nécessitent également des ressources humaines compétentes. Il peut parfois être difficile de trouver les leviers pour justifier l'évaluation d'un projet ou d'un programme. Néanmoins en faisant appel à la créativité, des démarches partenariales semblent pouvoir compenser en partie la capacité à avancer des ressources à la fois humaines et financière « *En fait à on a un partenariat, on a 2 choses, on a un partenariat avec la chaire socio-écologique donc eux normalement vont faire un projet de recherche qui va permettre d'évaluer notre projet. On attend un peu les retombées concrètes. Donc il y a ça qui va sortir certainement à l'automne et puis après on a un jeune étudiant en ce moment en anthropologie qui fait une démarche de documentation du projet et il va faire des entrevues avec les citoyens, donc éventuellement on va avoir plus d'information là-dessus. On essaie de voir un peu quelles sont les retombées pour les communautés, l'impact et aussi pour nous c'est important pour nos bailleurs de fonds et savoir un peu ok l'année prochaine, est ce que l'on continu à soutenir ça, est ce que ça fait encore du sens, est ce que ça peut être autonomisé, parce que l'objectif c'est que les projets s'autonomisent et que l'on sorte derrière. On peut être derrière peut être quand même comme soutien s'ils ont une demande de financements à déposer, ou des projets peut être à travers Solon mais c'est ça un peu évaluer ça, mais c'est ça Julien va faire ça pendant l'été, mais toi tu pars quand ? Je pourrai vous mettre en contact. La chaire de l'écologie va peut-être nous renseigner aussi, mais le temps qu'ils sortent leur mémoire on saura ça peut-être dans 2 ans je ne sais pas. Avec Julien on aura certainement des pistes de réponses déjà.* » (OBNL Solon collectif). Pensons également à la possibilité de travailler en partenariat avec les CLSC qui peuvent participer à l'évaluation de ces interventions locales, autant sur le plan du processus d'*empowerment* que sur celui des résultats liés aux déterminants de la santé. Les chercheurs peuvent être intéressés à documenter les impacts



des interventions, « *Je pense que c'est essentiel de travailler en partenariat, avec les chercheurs, les universités, ils ont des infos qui sont là et puis peut-être les ponts ne sont pas faits. Et puis il y a des chercheurs qui aimeraient vraiment dire là oui moi ça m'intéresse de faire une petite recherche par rapport à ça donc, mais oui effectivement on ne peut pas nier l'académique, les données qui viennent donner plus de poids, qui font dire oui ça vaut la peine ou finalement « on croyait qu'il y avait tel problème dans la société et puis finalement ce n'est pas comme ça. »* (Élu 2 ville de Montréal). Il convient de souligner que tous les territoires ne semblent pas égaux face à la capacité de développer un partenariat avec le monde de la recherche (cf. grands centres urbains accès plus facile aux centres universitaires). Néanmoins les compétences de pilotage d'une évaluation peuvent parfois faire l'objet d'un partenariat, avec une équipe de recherche, un partenariat pouvant en entraîner un autre, et ainsi permettre l'accès à davantage de ressources, « *au départ on a travaillé avec une équipe de recherche parce que l'on s'est basé sur des caractéristiques socio-économiques du quartier, on a travaillé avec les écoquartiers aussi, donc les organismes qui sont dans les projets environnementaux dans les arrondissements, et puis il y avait, le CLSC, le centre de santé et des services sociaux, qui eux récoltent toutes les données et qui connaissent très bien, ils interviennent dans le quartier, auprès des populations, ils connaissent très bien les caractéristiques du quartier. »* (Démarche Habiter mon quartier Gatineau).

Les acteurs, les municipalités ne savent tout simplement pas toujours comment faire, il est nécessaire de faire un état des lieux des outils existants et de développer une réflexion autour d'un meilleur partage et d'une meilleure appropriation de ceux-ci. Il existe peu d'outils, il n'y a pas de vision commune et peu d'alliance faite avec la recherche lorsque l'on parle de culture d'évaluation. Un besoin encore plus grand pour les villes moyennes, semble exister, ceci est notamment dû au fait que les acteurs de ces villes peuvent éprouver davantage de difficultés à établir des partenariats en recherche par exemple. Il est essentiel de repenser et d'envisager les partenariats possibles. Le réseau des grandes villes en développement social, animé par le RQVVS représente un lieu majeur pour le partage de connaissances et la création d'outils.

Ainsi, le développement de stratégies dans l'objectif de susciter des interactions sociales et la participation sociale à l'échelle du voisinage est pertinente quant à son impact sur la santé physique et mentale. Les acteurs du développement social et des communautés rencontrent de nombreux défis sur le terrain pour mener ce travail en accord avec les principes de la promotion de la santé. En outre, tous les territoires ne partent pas du même point de départ. Le développement des communautés est différent d'une culture à l'autre mais également d'un quartier à l'autre, et cela pour toutes les raisons que nous avons évoquées dans la partie II.1. La mobilisation, la richesse des

acteurs du territoire sont de bases différentes et inégaux. Il n'existe pas de façon unique de mener ce type de démarche qui est par nature, dépendante des forces et contraintes en présence. Les activités en développement social ne se limitent pas aux frontières institutionnelles d'une ville ou d'un CISSS/CIUSSS, elles impliquent la participation de nombreuses parties prenantes. Ces interventions s'inscrivent dans un système complexe sensible à son état initial, elles sont enchâssées dans plusieurs systèmes sociaux et plusieurs contextes, celles-ci sont perméables à l'influence d'autres interventions et sont des systèmes ouverts qui s'adaptent continuellement aux changements de leurs environnements.<sup>91</sup> Nous tenterons dans une troisième partie de développer quelques préalables favorisant la création d'un environnement stimulant et soutenant en faveur des initiatives citoyennes. Nous croyons que certains préalables demeurent essentiels et adaptables à toute communauté qui souhaite aller petits pas par petits pas vers ce type de changement social.

---

<sup>91</sup> Ridde V., *et al.* (2012), L'approche Realist à l'épreuve du réel de l'évaluation des programmes. Revue canadienne d'évaluation de programme. "Special Issues in Complex Evaluation"

### III. La création d'environnements stimulants et soutenant en faveur des initiatives citoyennes et du développement de l'entraide au sein des communautés géographiques de grande proximité

#### 1. S'appuyer sur les forces vives de la communauté dans une perspective salutogène

##### *Partir d'une flamme citoyenne*

Dans la vie quotidienne, les communautés sont continuellement touchées par les tracas quotidiens et le stress auxquels elles doivent faire face. Le concept de la salutogénèse postule que le résultat dépend de la capacité des communautés à gérer la tension en utilisant les ressources à leur disposition.<sup>92</sup> Certaines démarches communautaires telles que la méthode *Asset based community development* (ABCD)<sup>93</sup> proposent de travailler avec les ressources existantes et les capacités présentes sur le territoire pour construire quelque chose avec la communauté plutôt que de partir de ses difficultés. Il s'agit alors d'être un partenaire actif de la communauté en fonction des besoins, « *il faut tirer sur une tige pour faire pousser une fleur, on peut mettre les conditions favorables, on peut ajouter de la terre, ajouter de l'engrais mais on peut dire, le choix ne nous appartient pas, ça il faut avoir cette idée à l'esprit, parce que le résultat final, on n'a pas vraiment de contrôle dessus là et puis c'est correct* » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau). Dans cette perspective les démarches favorables à l'interaction sociale et à l'initiative citoyenne ne peuvent être autres que des démarches *bottom up*, les communautés sont les mieux placées pour identifier par elles-mêmes à la fois leurs forces mais également leurs besoins. Les acteurs souhaitant travailler dans cette perspective doivent le faire avec ce qui est déjà là et identifier les forces vives, une flamme qui vient du citoyen. Il est possible d'utiliser le voisinage comme un outil pour atteindre des objectifs du développement social. Un autre modèle tel que celui des *Connecting communities* (C2)<sup>94</sup> propose un guide en sept étapes pour transformer les communautés dont la première

---

<sup>92</sup> Vaandrager. et Kennedy. (2017), *The application of salutogenesis in communities and neighborhoods*. The handbook of salutogenesis.

<sup>93</sup> Jopling K. (2015), Promising approaches to reducing isolation and loneliness in later life. Age UK.

<sup>94</sup> Bagnall. *et al.* (2016), National Institute for Health and Care Excellence Primary Research Report 1: Community engagement – approaches to improve health: map of current practice based on a case study approach.

consiste à commencer la création de conditions favorables et de nouvelles relations nécessaires à la transformation de la communauté aux niveaux stratégiques, de première ligne et de prestation de services. Les résidents « clés » sont identifiés pour évaluer conjointement les relations de base, les attentes et les niveaux d'aspiration. En ce sens la démarche Voisins solidaires promeut l'identification de voisins rassembleurs au sein des milieux, et l'animation d'atelier avec ceux-ci. Les institutions ou organismes intéressés par ce type de démarches peuvent chercher les arrimages possibles avec les projets en cours dans le milieu « *il faut rester branché sur ce qui se passe dans le milieu, il y a régulièrement quelque chose à apprendre ou quelque chose à faire en lien avec le voisinage* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). Parfois certains éléments identifiés comme des difficultés peuvent se transformer en force, un enquêté évoque le besoin de s'exprimer des jeunes dans certains quartiers « *sur la question des graffitis par exemple si il ne se passe rien, si on ne travaille pas à une façon de régler un problème lorsque les graffitis sont un problème et bien on va toujours faire apparaître le fait qu'il n'y a pas de cohésion, on va toujours voir apparaître sur les villes, sur les espaces publics des graffitis, qui finalement font la démonstration qu'il y a des gens qui font des tags, qui veulent s'exprimer et qui n'ont pas de lieux pour s'exprimer, dans un contexte comment arriver à solutionner le problème de cette dispersion. C'est en offrant justement des lieux, ou en créant ou en mettant en place ou en participant à des projets qui vont faire en sorte que ces gens-là qui font des graffitis vont être mobilisés vont avoir des murs pour s'exprimer et puis en fait on va faire en sorte de transformer leurs habitudes, ou leurs façons de faire en œuvre d'arts dans certains cas. Ça a été le cas dans certaines villes par exemple, où on se retrouve avec des murs, avec des hangars qui n'ont l'air de rien, si on permet à des gens qui font des graffitis, si on offre ces murs d'hangars là pour qu'ils en fassent quelque chose qui a un certain sens à leurs yeux et aux yeux de la communauté on vient de régler le problème en parallèle de la ville, on permet aux gens de s'exprimer dans des endroits qui sont quand même considérés comme public. Alors moi je pense que la participation citoyenne nous amène là, les citoyens sont là, vont identifier un certain nombre de problème mais ils vont participer au développement et à la mise en place de solutions.* » (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).

En capitalisant sur l'expériences des initiatives des enquêtés nous retirons qu'il est essentiel dans ce type de démarche, de partir des besoins identifiés par la population elle-même. Selon collectif à Montréal accompagne des projets citoyens autour des vécus dans les milieux de vie « *en fait au départ on avait vraiment des grandes idées, qu'on allait faire des projets en énergie, en mobilité, tout ça et des thématique énergie mobilité, qui sont des thématiques qui peuvent être assez écœurantes pour les gens, du coup on est revenu un peu à la base, en leur disant « ok vous*

*c'est quoi que vous voulez faire, et comment on peut allier ça à de la lutte contre le changement climatique ou de la transition socio-écologique ?* », « et notamment il en est sorti un besoin de créer de la convivialité, des espaces de rencontres, des fêtes, une volonté de rendre le quartier un petit peu plus dynamique, ça c'est quelque chose que l'on avait moins identifié au départ et on s'est adapté [...] C'est juste que nous on pensait qu'avec les ruelles vertes, avec déjà ce qui se passe déjà beaucoup dans les quartiers centraux de Montréal, qui sont quand même dynamique, on pensait que c'était acquis, que les gens se sentaient déjà dans un milieu de vie convivial, impliqué, etc., sauf que ce n'était pas acquis du tout et qu'il y avait encore du travail à faire là-dessus. » (OBNL Solon collectif). Un autre point de vigilance consiste à faire attention de ne pas donner une connotation *top down*, ainsi un enquêté précise « on se rend compte il faut aller un peu avec le courant et Habiter mon quartier on a nous-mêmes à travers notre expérience choisit de mettre certaines limites ou un cadre, qui était le nôtre et non celui des citoyens comme par exemple de se dire que l'on allait investir dans une communauté vulnérable, dans une communauté en équilibre, etc. c'est un cadre que l'on s'est donné, ce n'est pas un cadre qui vient de la base, et ça on se l'aperçoit dans les leçons apprises, que ça amène une connotation *top down* qui n'est pas propices à l'émergence de l'initiatives citoyenne. » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau).

### ***Tirer profit des outils de l'analyse de situation***

Parmi les moyens permettant d'identifier les forces en présence sur les territoires nous retrouvons plusieurs outils similaires à ceux présenter dans la partie II.3 notamment le fait de réaliser une analyse de la situation, un état des lieux des forces et des faiblesses en présence. La ville de Laval a par exemple réalisé un état des lieux du tissu social, de l'entraide et de la solidarité de proximité. A Gatineau, un portrait des communautés a été réalisé. Pour l'organisme Solon collectif il s'agit avant tout d'identifier les milieux de vie et les territoires dans lesquels les citoyens se reconnaissent. Dans cette optique une cartographie des acteurs en présence peut également être utile. Des outils peuvent être développés par les acteurs du milieu. Pour mieux agir il convient avant toute démarche de prendre en compte plusieurs de ces éléments, d'en être conscient, afin de développer une stratégie adaptée en faveur du développement du pouvoir d'agir des citoyens. Le RQVVS développe notamment des outils à destination des travailleurs de milieu, tel que « le rendez-vous des voisins » qui consiste à animer des ateliers de voisins rassembleurs ou encore des outils autonomes à destination des citoyens, pour que ceux-ci puissent se les approprier, plusieurs des répondants aux questionnaires de la Fête des voisins sollicitent par ailleurs davantage d'outils à disposition « nous aimerions retrouver sur le site internet des idées d'activités, les photos des

*autres fête et la possibilité d'avoir des cartons pour faire le porte à porte gratuitement »* (questionnaire citoyen organisateur d'une fête de voisins en 2018).

## **2. Arrimer des projets collectifs et individuels en tenant compte des réalités du monde municipal**

Les projets sur lesquels nous nous concentrons dans ce mémoire, Habiter mon quartier, Voisins solidaires ou encore Solon collectif ont comme nous l'avons vu une volonté de s'inscrire dans une perspective communautaire. Les enquêtés nous le précisent, cela ne signifie pas le retrait de l'action de la municipalité et des partenaires, mais une façon différente de faire. Les interrelations de divers déterminants de la santé au sein des communautés renvoient également au point que nous avons fait au début de ce chapitre, où nous avons souligné que les communautés sont des systèmes sociaux complexes.<sup>95</sup> Pour répondre à des problématiques plus globales d'accès aux services de santé ou de loisirs par exemple, il ne peut s'agir uniquement de miser sur l'interaction sociale au sein des communautés géographiques de grande proximité, elle peut par exemple se coupler à la question de la mobilité, qui fait référence à l'accès aux transports, aux coûts liés à l'utilisation de ces services, etc. D'autant plus que nous allons le voir la création d'environnement favorables à l'entraide et à la solidarité et stimulants pour l'initiative citoyenne au sein de ces communautés de grande proximité dépend en partie de certaines compétences dévolues à la municipalité.

### ***Associer les acteurs du monde municipal (élus et fonctionnaires) à la démarche dans l'objectif que la vision du développement de la capacité d'agir des individus et des communautés imprègne les décisions politiques et les programmes***

Comme nous l'avons vu, les principaux acteurs de ce type de démarche sont les citoyens les organismes communautaires et les CUSSS. En développement social, un travail intersectoriel permet de développer une vision commune d'une communauté en santé néanmoins ceci ne peut fonctionner que si l'action est soutenue par un engagement municipal et par des politiques publiques favorables à la santé de la communauté. Le fait que ce soit inscrit dans les politiques, implique qu'il y ait un suivi, *« les municipalités se sont engagées, dans leur politique familiale et c'est indiqué dans leur politique de fonctionnement alors c'est eux qui font un retour là-dessus, qui*

---

<sup>95</sup> Vaandrager. et Kennedy. *Op. cit.* p. 43.

*vérifient, alors ils ont comme une pression de faire ce dans quoi ils se sont engagés. Ils veulent faire de plus en plus de fêtes, diffuser des choses.* » (Démarche Voisins solidaires Kamouraska). Associer des élus locaux et des acteurs institutionnels dans le cadre d'une intervention permet de renforcer la légitimité de celle-ci et de favoriser la mobilisation locale. Ils pourront également offrir un appui technique précieux avec la mobilisation d'agents de développement locaux ou un référent municipal de la démarche par exemple ou encore par la mise en lien avec d'autres dispositifs à des niveaux macrosociaux.<sup>96</sup> Or l'un des défis majeurs identifiés par les enquêtés est d'impliquer les élus, ceux qui votent les budgets et les ententes dans les démarches.

Les décisions politiques ne peuvent échapper à certaines influences singulières de la partie politique au pouvoir, *« est ce que quelquefois c'est plutôt une question d'une vision politique complètement différente »* (Élu 2 ville de Montréal); *« dépendant du dynamisme de la municipalité puis de leur volonté aussi à inclure les gens du milieu, il y en a que c'est plus fermé »* (CISSS Bas-Saint-Laurent). La décision est également influencée de manière singulière en fonction de l'élu, deux choses, d'une part ses expériences professionnelles, le fait d'avoir vécu des situations particulières d'apprentissage en lien avec la culture *bottom up* ou la gouvernance partagée par exemple, *« les gens n'ont pas tous les mêmes niveaux d'éducation, au niveau d'une maturité personnelle quelquefois les gens sont là pour le pouvoir »* (CISSS Bas-Saint-Laurent) ; et d'autre part les valeurs et les intérêts personnels de l'élu. D'autres aspects semblent également à prendre en compte pour l'influence qu'ils peuvent avoir sur les prises de décisions, parmi ceux-ci nous retrouvons le fait que l'élu puisse également justifier son engagement envers certains projets par la possibilité de valoriser celui-ci auprès de la population lors des élections, *« ils sont intéressés, ils connaissent leurs quartiers, ils veulent rencontrer leurs citoyens et puis ils voient des opportunités d'être en contact avec leurs citoyens, alors ça amène quelque chose de positif, ça amène un lien privilégié avec ses citoyens »* (Démarche Habiter mon quartier Gatineau). Enfin, le Réseau, le fait que la municipalité soit membre du RQVVS, les rencontres et le hasard semble jouer un rôle déterminant dans les opportunités.

Pour attirer l'attention et convaincre les élus qui ont des agendas extrêmement chargés, et qui sont confrontés à des manques de ressources et de temps pour assumer certains mandats, pour

---

<sup>96</sup> You C. *et al.* (2017). Intervenir localement en promotion de la santé. Les enseignements de l'expérience du pays de Redon-Bretagne sud : Sept fiches pour accompagner le renforcement des capacités d'action en faveur de la santé et du bien-être de la population. Rapport. Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique. (E.H.E.S.P.). Rennes. FRA. Disponible sur : <http://www.bdsp.ehesp.fr/Base/512393/>

les convaincre de la pertinence des actions que nous défendons, il faut premièrement profiter des opportunités liées au calendrier électoral, à la durée du mandat, etc. Parfois certains enjeux politiques, une déclaration politique, des élections peuvent constituer des fenêtres d'opportunité intéressantes pour engager une rencontre de présentation de la démarche auprès des élus. Une fenêtre d'opportunité constituant en effet le moment où un problème est reconnu, une solution est développée et disponible au sein de la communauté des politiques publiques, un changement politique en fait le moment adéquat pour un changement de politiques et les contraintes potentielles ne sont pas trop fortes<sup>97</sup>. Plus la perception de la portée et de l'importance du problème à résoudre est forte, plus la personne considèrera l'importance de notre démarche. Bien que le Royaume-Uni ait mis en place un ministère de la Solitude, il semble qu'il y ait encore peu de reconnaissance de la part de la société civile des effets négatifs sur la santé qu'ont la solitude et l'isolement social, ce qui ne plaide pas en notre faveur, néanmoins d'autres enjeux tels que le vieillissement de la population ou l'accueil des nouveaux arrivants peuvent également être avancés.

Deuxièmement, il s'agirait de développer un plaidoyer personnalisé, rencontrer les élus ou futurs élus, les connaître, les faire parler pour comprendre leurs doutes, leurs incertitudes, leurs problèmes et identifier un point d'accroche (rétention des familles, accueil des nouveaux arrivants, isolement social, vieillissement de la population, etc.). Cette identification peut nous permettre de développer un plaidoyer afin de leur prouver que la démarche pourrait solutionner quelques-uns de leurs problèmes et de dissiper certaines de leurs craintes quant à ce type de démarche, « *en général les gens se responsabilisent et puis ça se passe très bien* » (Élu 2 ville de Montréal). Plusieurs enquêtés évoquent le fait qu'il puisse exister des craintes quant au fait que cela représente un fort investissement financier, avec la multiplication et la personnalisation des projets au sein des différentes communautés géographiques de grande proximité, « *il peut y avoir des barrières financières parce que les options citoyennes sont parfois coûteuses, mais encore là il y a toujours un rationnel aussi à mettre dans la tête des gens, que l'on s'assoie avec eux et puis qu'on discute de projets ou de choses qui sont nécessaires, parfois les gens voient les choses tellement gros, alors qu'un plus petit investissement peut faire arriver au même résultats [...]. Mais je reviens aux barrières, elles ne sont pas nécessairement financières, elles font surtout appel aux réactions humaines des uns vis-à-vis des autres.* » (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield). Certains enquêtés

---

<sup>97</sup> Hassenteufel P. (2010), Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics. Informations sociales, 157,(1), 50-58.



insistent sur le fait que la première qualité d'un élu devrait être sa capacité d'écoute lorsqu'un citoyen vient lui exposer un problème ou une difficulté, il ne s'agirait pas pour lui de tenter de trouver des solutions, d'imaginer la solution à un problème dont il n'a pas la connaissance totale, *« ne serait-ce que d'écouter les gens qui vont identifier des problèmes, les écouter il y a peut-être la moitié du problème qui est réglé à partir du propos qu'ils ont échangé, et puis de les impliquer par la suite dans la mise en place de solutions c'est beaucoup plus porteur que de dire on va solutionner ce problème là sans les citoyens. On n'arrive jamais à solutionner des problèmes à caractère sociocommunautaire si justement la communauté n'est pas impliquée. C'est à ça que l'on sert, on est mobilisateur, on ne doit pas juste prendre des initiatives, on doit aider la population à prendre des initiatives et à s'impliquer dans le développement de leur propre communauté. Ce n'est pas les élus qui donne la faveur aux communautés, c'est davantage les gens qui y vivent qui donnent cette faveur là et ils ont des idées extraordinaires. Il suffit donc de les canaliser de faire en sorte qu'il y est un peu plus de rationnel dans ce qu'ils ont en tête et on va arriver à ce que des problèmes soient solutionnés, la qualité de vie s'améliore par les citoyens. »* (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).

Enfin une fois l'intérêt de la démarche compris et intégré, il convient de faire attention à « l'effet de mode », les projets sont parfois victimes de leur succès, *« il faut vraiment pouvoir évaluer, oui il y a un côté d'autogestion mais après il y avait peut-être des retombées négatives, parce que les gens trouvaient que c'était trop d'entretiens, donc ça amène un autre enjeu. Donc je pense qu'on est dans un bon moment où les gens veulent s'impliquer, c'est très bien d'explorer, de se permettre des projets qui vont réussir plus que d'autres, de réévaluer, de se dire « et bien finalement ça ça n'a pas vraiment fonctionné, ça n'a pas été une si bonne idée, on l'a essayé ou on pourra l'essayer mais bonifié de telle ou telle façon, il y a des projets qui fonctionnent bien mais let's go. »* (Élu 2 ville de Montréal). Un exemple d'actualité est celui des poulaillers urbains à Montréal. La promotion de tel projet peut-elle également retirer une part de l'essence même d'un projet *bottom up* qui naît de façon spontanée.

Il est essentiel d'aborder ces questions dans les instances et les commissions où les élus, les conseillers municipaux siègent telles que les tables de concertation des quartiers où un ensemble d'acteurs et de citoyens sont présents.

### ***Permettre aux communautés de se réapproprier l'espace public***

Bien que l'utilisation des espaces publics puisse faire l'objet de règles pour favoriser la vie sociale et communautaire, ces dernières ne doivent pas être contraignantes au point d'empêcher toute initiative non planifiée dans les règles municipales. Certains citoyens souhaitent pouvoir

prendre des initiatives qui pourraient s'inscrire dans une telle vision, comme l'implantation de boîtes à livres ou de boîtes à jouets dans des espaces publics, la fermeture d'une rue dans le cadre d'une fête entre voisins par exemple. Le goût de l'implication des citoyens et de l'initiative créatrice naît et ne se développe qu'à partir du sentiment et de l'expérience concrète du pouvoir d'agir. Le modèle de gestion des institutions en raison de la logique administrative, tend parfois à s'éloigner de l'approche de soutien au développement et du territoire local. Il y a ici un défi à relever pour concilier les règles de la vie commune et les initiatives possibles. Cette question se pose comme un enjeu fondamental de ce type de démarche.

L'engagement politique est essentiel pour faciliter certaines démarches, en effet il semblerait que les lourdeurs administratives puissent freiner de nombreuses initiatives, *« c'est un défi d'alléger la bureaucratie quand on fait des rencontres »* (Démarche Habiter mon quartier Gatineau), un autre enquêté évoque la « machine administrative », *« j'essaie de rencontrer les gens le plus possible, mais c'est clair que en général on s'attend aussi que la personne vienne avec quelque chose de structuré parce que voilà et que l'on puisse guider cette personne-là dans la machine comme on l'appelle, dans l'administration mais oui effectivement. »* (Élu 2 ville de Montréal) ; Certains enquêtés plaident pour que l'espace public soit mis au service des citoyens. *« C'est en offrant justement des lieux, ou en créant ou en mettant en place ou en participant à des projets qui vont faire en sorte que ces gens-là qui font des graffitis vont être mobilisés vont avoir des murs pour s'exprimer et puis en fait on va faire en sorte de transformer leurs habitudes, ou leurs façons de faire en œuvre d'arts dans certains cas. »* (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).

Ainsi, il est essentiel que les acteurs du monde municipal (élus et fonctionnaires) s'approprient la vision de la participation sociale et du développement du pouvoir d'agir et du sentiment du pouvoir d'agir chez les citoyens, afin de créer des environnements favorables à l'entraide et à la solidarité et stimulants pour l'initiative citoyenne au sein de ces communautés de grande proximité.

### **3. Mobiliser l'intelligence collective**

#### ***Partager et créer des nouvelles connaissances***

Travailler avec les citoyens à l'amélioration des conditions de vie dans leur milieu de proximité leur procure les moyens d'agir. Cette stratégie est promue autant par les experts

internationaux<sup>9899</sup> que par les praticiens au niveau local. Or « bien que définie par certains principes, cette stratégie ne vient avec aucun mode d'emploi pour soutenir sa mise en œuvre. Elle appelle plutôt à innover dans l'incertitude »<sup>100</sup>.

Les démarches Habiter mon quartier et Voisins solidaires, bien que souvent portées par les municipalités, se présentent comme des démarches collectives de partenaires (citoyens, organismes communautaires, municipalités). Il convient de faire converger divers acteurs concernés par les besoins de leur communauté et de construire ensemble en vue de créer les conditions favorables à l'entraide, à la solidarité et à l'initiative citoyenne au sein des milieux. Ceux-ci peuvent faire émerger des informations pour résoudre des problèmes locaux latents, prévenir des conflits et générer de nouvelles opportunités. Ce travail intersectoriel, comme nous avons pu l'évoquer n'est pas sans défis à surmonter sur le terrain, citons encore le fait que susciter l'intérêt des élus, qui représentent des acteurs très importants pour la levée des obstacles à la participation citoyenne demande parfois beaucoup de temps et d'énergie. En outre de par ce fort pouvoir, leur présence au sein des différentes instances de concertation semble pouvoir impacter la dynamique des commissions de concertation par exemple, « *mais quand on organise des rencontres, lorsque les élus sont présents, les citoyens ont plus tendance à se mettre en mode demande* » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau). Néanmoins, de nombreux exemples prouvent que les citoyens sont capables de se mobiliser et de trouver des solutions à leurs propres problèmes. *Je pense à une municipalité, où ils ont peu de services. Dans cette communauté les gens ont décidé qu'il faudrait s'impliquer dans l'amélioration des conditions de vie, dans la création de cliniques par exemple, d'inviter des médecins même à joindre, créer les conditions favorables à l'avènement de structures de santé sur leur propre territoire, et ça chaque fois que c'est fait, ça a marché. Ils ont fait en sorte d'avoir le minimum de services, il y a une infirmière qui s'est engagée dans la démarche et dans la gestion de cette clinique-là. [...] ce sont les citoyens qui se sont regroupés pour inviter à entamer un meilleur service. Dans le contexte, et c'est peut-être à ça qu'il faut en venir, l'amélioration des conditions de vie d'un milieu, se fait par l'implication citoyenne, si les gens ne s'impliquent pas, il n'y aura pas d'effets, on ne peut pas avoir de position intensive* (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).

---

<sup>98</sup> OMS. *Op. cit.* p. 2.

<sup>99</sup> OMS (2009) Comblent le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé. Rapport final de la Commission OMS des Déterminants sociaux de la Santé.

<sup>100</sup> Léa-Roback (2018), Le point sur...l'action intersectorielle. Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé.

D'autres exemples de difficultés qui peuvent être rencontrées sont par exemple le fait qu'il convient d'avoir une certaine prudence lorsque des démarches telle qu'Habiter mon quartier ou Voisins solidaires sont portées par la municipalité. Les organismes communautaires travaillent depuis toujours sur ces notions de développement de la participation sociale et de soutien aux initiatives citoyennes, ils peuvent percevoir ces démarches comme des processus *top down*, *Naturellement il y a d'autres joueurs, naturellement, il y a des associations de quartiers qui parfois ont perçu Habiter mon quartier comme qu'est-ce que c'est que cette chose-là, on le faisait déjà, alors il faut faire attention de ne pas donner l'impression qu'on serait en compétition avec des organismes ou des associations qui font la même chose que nous là, parce qu'il y a un côté Brending derrière tout ça qui amène parfois une certaine confusion. Alors il y a le côté brending d'Habiter mon quartier, il y a le côté brending de Voisins solidaires par exemple, là je pense que le réseau de la santé est beaucoup dans une approche Prendre soin de notre monde, il y a Vivre en ville, ça vient toujours avec des gens de concert. [...] je pense qu'il faut faire attention la façon dont on lance le message, pour pas que ça donne l'impression que l'on arrive avec une recette. Nos partenaires communautaires sont essentiels dans tout ça, ils connaissent les citoyens d'une façon différente, d'une façon plus fine (Démarche Habiter mon quartier Gatineau).*

Ce travail se déroule dans des contextes locaux uniques et en évolution constante. Dans ces conditions, l'action intersectorielle locale est complexe à réaliser. Il convient de construire à partir de l'expérience acquise, de documenter les effets et d'expliquer comment ils sont produits. En effet, à un niveau local il est essentiel de documenter des démarches, des stratégies au sein de différents quartiers, d'écrire des fiches de retour d'expériences dans l'objectif d'organiser le partage d'expériences innovantes en matière d'intervention et la création de connaissances. Il convient d'ajouter que cela représente un réel défi mais aussi un réel intérêt, en effet la mise en réseau des différents acteurs autour de ce types de processus représente un support d'interactions et d'échanges qui peuvent permettre aux différentes parties de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de mieux agir ensemble.

Les objectifs du Réseau sont notamment d'inciter les décideurs du monde municipal à prendre conscience de l'importance de leurs décisions sur la santé de leurs citoyens, les inciter à travailler avec leurs partenaires de la santé et ceux des autres secteurs concernés à la réalisation de projets concrets, favorables à la santé et à la qualité de vie des citoyens, en encourageant la participation active de ceux-ci et des groupes communautaires, « *On a appris que la bonne gestion se fait au travers d'interventions des individus qui vivent là. Lorsque les gens ne se sentent pas impliqués, ce sont des villes ternes, des dortoirs* » (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield). Nommons

par exemple, le RQVVS qui travaille à favoriser l'entraide et l'échange d'informations et d'outils entre les différents projets locaux en cours dans les municipalités du Québec en organisant de nombreuses rencontres régionales, « *ces problèmes là qu'ils ont eus localement, et bien d'autres les ont eus aussi localement, mais de ce partage lors des rencontres émergent des bons coups comme on les appelle nous. Et ça ces organisations font en sorte que les gens parlent fondamentalement de leurs expériences, ce partage d'expériences là amène des solutions simples que l'on peut nécessairement adapter à nos communautés, et c'est comme ça aussi avec ces association-là, ces regroupements qu'après le niveau national se rebâtit ou s'adapte parce que c'est par l'expérience que l'on vit dans nos milieux, par nos vécus que l'on peut appliquer les approches réglementaires.* » (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield). Le RQVVS met à la disposition de ses membres des outils, des dossiers et diverses publications pour aider ses membres dans leurs projets de toute sortes, en animant le réseau des grandes villes en développement social, en mettant en valeur les projets des membres, concours prix d'excellence, et site web.

Dans ce sens, pour soutenir les acteurs intéressés par le déploiement de l'approche Voisins solidaires, le Réseau anime une communauté de pratiques, celle-ci rassemble des personnes, dont l'adhésion est volontaire. Il s'agit d'un groupe de soutien, de partage et d'apprentissage, permettant à chacun de mettre en commun les expériences, l'expertise et le savoir-faire de chacun, de partager et d'apprendre les uns des autres. Les membres sont liés par la connaissance qu'ils partagent et développent. Elle est tenue par un besoin de partager des problèmes, des expériences, des modèles, des outils et les meilleures pratiques. A partir des expériences le Réseau crée également des outils à destination de différents acteurs, porteurs de la démarche Voisins solidaires, pour les intervenants sociaux, pour les citoyens.

Pour tout projet intersectoriel en promotion de la santé, il est nécessaire que les acteurs locaux partenaires soient mobilisés et identifient l'impact des déterminants sociaux et environnementaux sur la santé et s'approprient les valeurs et principes de l'intervention en promotion de la santé. *L'acquisition d'un socle commun de connaissances et compétences favorise ainsi la convergence des partenaires vers des intérêts partagés et contribue à l'avancée du projet dans de bonnes conditions.*<sup>101</sup> Ce socle commun commence par une connaissance des compétences et postures des différentes forces en présence. Sur cette base il s'agit de mettre en valeur les qualités et les compétences de chacun dans l'objectif de développer un projet collectif, ce qui peut résulter de la

---

<sup>101</sup> You C. et al. *Op. cit.* p. 47.

rencontre de ces différentes parties c'est un peu plus que la somme des savoirs. Il s'agit de partenariats qui se fondent sur l'interdépendance des actions, le partage de l'imputabilité, la mise en commun de ressources et le respect des limites et capacités de chacune des parties<sup>102</sup>, « *le système de santé a souffert de plusieurs modifications, plusieurs coupures, ce qui fait que ce n'est pas facile en ce moment, donc des fois c'est laquelle la limite de la responsabilité de chacun et puis de dire écoute provincielement, en tant que responsable dans une municipalité je fais ça mais après je vais pas aller plus loin parce que ça ça te touche à toi et puis tu n'es pas en train de nous financer par contre mon rôle c'est vraiment de dénoncer ces manques de financements et de faire les représentations nécessaires au niveau provincial pour dénoncer et puis pour exiger, demander plus de financements, [...] l'équilibre de à qui appartient quelle tâche ça c'est un jeu intéressant et puis je pense que de toute façon c'est ça la version de la santé, on devrait commencer à la nommer parce que dans la plupart de nos projets il y a cet aspect-là* » (Élu 2 ville de Montréal).

Une étape qui semble des plus intéressantes pour développer une base de connaissances communes, et mettre en relation différents acteurs est la réalisation d'un portrait des communautés. Le processus de réalisation de ces portraits permet d'apprendre à mieux connaître la communauté, d'autant plus qu'en accord avec le concept du développement des communautés ce portrait permet à la population d'identifier des enjeux et de planifier des actions futures. « Il importe aussi de mentionner que les connaissances sont non seulement transmises par les chercheurs et les « experts » aux membres de la communauté locale ou aux employés des organismes locaux, mais aussi, fait important, dans l'autre sens. »<sup>103</sup>.

### ***Reconnaitre l'émergence de nouvelles formes de compétences***

La force d'une intervention collective dépend de la capacité de mobiliser les acteurs autour de processus collectifs caractérisés par le changement, le partage de pouvoirs et de ressources. L'interaction entre les acteurs est favorisée elle-même par des méthodes coopératives et

---

<sup>102</sup> A Montréal par exemple, les tables de quartier sont des tables de concertation qui rassemblent les principaux acteurs d'un quartier (institutionnels, associatifs, politiques, privés ainsi que des citoyens). Elles se donne une vision globale et commune des enjeux à partir d'un portrait du quartier et d'un diagnostic dans divers domaines du développement social. Elles définissent des priorités d'action pour le quartier, adoptent des plans d'action et elles suscitent ou coordonnent des projets ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie des citoyens.

<sup>103</sup> Institut national de santé publique du Québec. (2014). Développement des communautés au sein des communautés d'expression anglaise au Québec : leçons tirées d'un projet de recherche-action participative

participatives, l'animation, la prise de parole, le partage de points de vue des acteurs, la connaissance des uns et des autres, la reconnaissance de la logique et des conditions de chacun, les outils de travail, le partage de l'information, la communication régulière et ouverte permettant la création d'une motivation commune, la coordination, etc. Dans cette perspective, il semble essentiel de mettre en avant et de reconnaître plusieurs formes de savoir-être et de compétences.

D'une part, il semble émerger un nouveau type de compétences liées aux techniques d'animation, de facilitation et d'intelligence collective. Les compétences humaines et l'expérience concrète avec différents types d'acteurs permettent de connaître les aspirations, les intentions et les ressources de chaque secteur allant dans le sens d'une maximisation des efforts de maillages, de concertation et de partenariats. En tant que facilitateurs il est essentiel d'adopter une posture de bienveillance et d'ouverture, c'est le fait d'instaurer une logique de « prendre soin des autres et de soi », c'est par exemple prendre le droit de dire « je suis actuellement dans une situation inconfortable, il y a certaines choses dont je ne saisis pas le sens », être conscient que l'on part avec nos propres expériences nos propres représentations, accepter le fait d'être confronté à des avis divergents, ne pas penser Moi et Nous mais être conscient que l'autre n'aura pas forcément la même pensée mais elle a de la valeur. La maîtrise de techniques d'intelligence collective peut aider à poursuivre ces objectifs qui font de la sorte que tout le monde participe et se sente légitime à le faire, cela étant à la base d'un processus intersectoriel. De plus le travail en partenariat sur le soutien aux initiatives citoyennes et au développement de la participation sociale requiert une grande flexibilité et une forte capacité d'adaptation en contexte d'incertitude, un sens de l'initiative et de la créativité. Certains auteurs évoquent de « nouveaux savoir-faire d'agents de changement afin de soutenir l'action intersectorielle, le management de projets, et la négociation entre parties prenantes. »<sup>104</sup>.

D'autre part, dans le cadre du développement de la participation sociale et du soutien aux initiatives citoyennes, il est essentiel de reconnaître et de valoriser le savoir expérientiel et le savoir technique des agents pour donner l'occasion au citoyen de développer un sentiment d'appartenance. De même, aborder la notion du voisinage avec des citoyens est un défi en soi, l'éventail des perceptions et des réactions est très large. « Du point de l'intelligence collective, les

---

<sup>104</sup> Breton E. et al. *Op. cit.* p. 3.

acteurs du milieu sont des gens qu'il suffit de placer en position d'expertise »<sup>105</sup>, ils sont des acteurs essentiels notamment dans l'identification des forces et des faiblesses des communautés. La valorisation et la reconnaissance de tous les savoirs acquis par les intervenants du champ du développement social et des communautés, des travailleurs de milieux en termes d'animation et d'accompagnement des milieux selon une approche d'*empowerment*, « *il faut que les gens soient motivés, et puis on croit aussi que dans la mission dit que l'on soutient la population pour qu'elle soit actrice de sa qualité de vie, on ne veut pas faire à sa place, on veut qu'elle le fasse et que nous on soit là pour la supporter, mais si c'est pas elle qui veut le faire, on ne peut pas le faire, on ne le fera pas.* » (Organisme communautaire Action prévention Verdun). Ces professionnels ont comme objectif de faire en sorte que les personnes engagent et poursuivent des actions qui comptent pour elles, et à élargir le monde des possibles, à éveiller une flamme chez les personnes qui perçoivent leur situation comme une impasse.<sup>106</sup> Cette identification permet d'apprécier le potentiel de développement de leurs communautés. Ils travaillent de façon à faire émerger des actions judicieuses et adaptées pour les milieux, d'identifier et de mettre en œuvre une stratégie de collaboration avec les individus et les organismes pertinents des milieux participants pour récolter leurs idées et les impliquer dans le projet. Il est nécessaire de capitaliser sur les connaissances des acteurs présents sur le terrain « *c'est un projet, pour nous ce n'est pas un projet de la ville de Gatineau, c'est vraiment un projet qui a été coconstruit avec les partenaires du milieu, donc on a travaillé avec un comité de pilotage au départ, avec des représentantes par exemple centraide de l'Outaouais, certaines tables de concertation qui sont plus sectorielle... il y a également un consultant qui a travaillé avec nous.* » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau).

Enfin dans ce type de démarche, il est important de reconnaître le rôle que peuvent jouer des personnes fortement impliquées dans leur communauté, ayant travaillé dans différents milieux, et ainsi connaissant les rouages des systèmes, ou ayant fait du bénévolat, des personnes rassembleuses, ayant de fortes qualités relationnelles, représentent des ressources précieuses au sein du milieu. « *Autant le CLSC, il n'est pas bon pour aller chercher les gens éloignés tu sais, les gens ne veulent pas aller au CLSC, ils ne veulent pas venir consulter, tu sais ce n'est pas l'fun de venir dans nos services. Donc on a besoin de gens qui font le relais dans la communauté, les groupes communautaires, les groupes de femmes. Quelquefois c'est aussi des personnes significatives qui*

---

<sup>105</sup> Boisvert et Milette (2009), Le développement des communautés au Québec : la part de l'intelligence collective. *Santé publique*.

<sup>106</sup> Vallerie B. et Le Bossé Y. *op. cit.* p. 23.



vont dire, « non non tu peux y aller au clsc, les gens sont là pour toi, ils ne te jugeront pas, ils peuvent t'offrir des services et puis les services sont là pour toi », je parle de clsc mais ça peut être d'autres des organismes communautaires. Mais moi pour avoir travaillé avec eux, ils font un gros travail de mise en confiance, ces bénévoles là on peut les soutenir. Il faut soutenir l'émergence de personnes comme ça. Le fait que les personnes développant des relations sociales à un niveau micro, s'orientent mieux vers les services à des niveaux plus macro, je le vis ici. En tout cas il y a peut-être d'autres modèle. » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Ces personnes représentent les chevilles ouvrières du travail d'empowerment sans nécessairement en connaître tous les savoirs théoriques. Leurs qualités humaines et relationnelles passent amplement avant leurs qualités professionnelles : l'écoute, prendre le temps, « avoir un sens aigu de l'à-propos, du « timing », c'est-à-dire de savoir intervenir au bon moment et de la bonne façon »<sup>107</sup>.

Néanmoins les ressources, et les capacités au niveau local ne sont pas toujours disponibles, Il peut parfois être plus difficile d'avoir ce type de compétences en milieu rural, notamment par la distance des universités, des centres de recherches, etc. « Donc pour ça, je dirais que c'est assez limité l'implication dans le Kamouraska. Je dirais qu'en Matanie, eux ils ont des travailleurs de milieux et ça donne des résultats assez incroyable, dans les barques enfaite, il y a une retraité très active, issue du parcours social, donc c'est sûr que ce travail-là faut vraiment vraiment avoir une ressource très compétente, le contact comme ici aller dans les commerces il faut quelqu'un qui soit très à l'aise, qui ait le contact facile, et comme n'importe où c'est pas facile, peut être encore plus en région, on est 200 000 habitants dans tout le bas saint Laurent donc c'est pas évident non plus de trouver les bonnes ressources, donc si il y a une démarche d'évaluation. » (CISSS Bas-Saint-Laurent). Cette reconnaissance des compétences, et de l'expertise des travailleurs sociaux nécessite une mutualisation des pratiques et des connaissances, pour cela il faut des lieux de dialogues, de discussion et d'échanges. L'inscription de ces moments et leur financement doivent être indiqués comme tel dans le fonctionnement des établissements et services de tous secteurs.

Il s'agit dans ce type de démarche, comme nous l'avons vu dans le chapitre II.1, d'identifier les forces vives sur le territoire, de les maximiser et comme nous allons le voir dans le prochain point de faire preuve d'innovation, de créativité et de laisser du temps au temps.

---

<sup>107</sup> Panet-Raymond J. op. cit. p. 15.

#### 4. Prendre en compte la notion de temps et mettre en avant la créativité

##### ***Faire preuve de flexibilité afin de réaliser les réajustements nécessaires***

La question du temps apparaît comme une dimension incontournable du développement des communautés à l'échelle de grande proximité. Le temps influence en effets de nombreux aspects, citons tout d'abord la durabilité de la mobilisation, « *Cela étant dit ce n'est pas parfait, on vie des défis, la ville est encore incertaine pour Habiter mon quartier parce qu'on a quand même mobilisé beaucoup de gens et parfois, les citoyens se démobilise également, certains déménage, etc.* » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau). En effet dans ce type de démarche il semble essentiel d'être flexible et persévérant, parfois une série de réajustements est essentielle à la poursuite du processus, « *au fur et à mesure de la démarche les gens ont disparu, ils ont arrêté, on a perdu tous les gens au cours de la mobilisation, sans vraiment savoir pourquoi, sans que l'on nous dise vraiment pourquoi, donc on s'est retrouvé à l'automne, au moment où l'on devait finaliser la vision et déposer les projets à réaliser avec 5 personnes impliquées [...]. Donc ça c'était vraiment un enjeu, et enfaite ce que l'on a fait c'est que, l'idée c'était de faire des activités de sensibilisation et de conscientisation dans un café avec des projections de films, des présentations de projets, qui se faisaient déjà, de conférences, tout ça pour essayer de mobiliser tout le monde, c'est là que l'on s'est retrouvé à mobiliser un groupe de gens pour l'aménagement de la place, mais ça nous a pris vraiment de relancer, là vraiment on était au point mort, ça nous a pris de relancer la mobilisation, c'était vraiment un défi, alors dans l'autre quartier on a un groupe de citoyens qui font, il y en a qui partent, d'autres qui partent pour un temps et qui reviennent, mais en général il y a un groupe mobilisé, un noyau dur qui font plein de choses, qui ont à cœur le développement de leur milieu de vie* ». (OBNL Solon collectif). Ainsi la mobilisation semble être un défi constant, « *sur la mobilisation, on est peut-être 2 personnes [...] par expérience je peux dire que l'on pourrait consacrer 10 salariés, il y a toujours à faire, il y a toujours une personnes à aller chercher, il y a plein d'actions de mobilisation que moi je faisais dans mon ancienne job où on était 2 chargées de mobilisation à temps plein etc., donc on était un peu plus, et sur un plus petit quadrilatère et on faisait du porte à porte toute les semaines. Là notre quadrilatère est tellement énorme, on en a 2, donc au départ on avait 3 quartiers, maintenant on en a 2, à temps partiel, à 2 personnes ce n'est pas possible de tout faire donc on fait des choix mais la mobilisation ça ne s'arrête jamais. On pourrait facilement avoir 2 personnes de plus, ne serait-ce que pour faire des actions plus, du porte à porte, du tractage, etc. on n'a pas les ressources* » (OBNL Solon collectif). La notion de temps influence les niveaux

d'implication, nous savons notamment que pour les élus la temporalité de leur mandat versus l'impact de la solution peut parfois jouer de façon importante dans leur intérêt. Certains élus préféreront par exemple miser essentiellement sur l'amélioration de l'accès des services aux personnes en situation de précarité, plutôt que de s'intéresser à la réduction des ISS par le processus que nous avons décrit dans ce mémoire.

Nous ne reviendrons pas ici sur les différentes temporalités entre acteurs qui affectent parfois la qualité du partenariat et que nous avons évoqué à la partie II.4 sur l'évaluation. Échéanciers qui sont parfois en opposition, parfois en adéquation, il convient ainsi de prendre en compte les échéanciers des partenaires, des bailleurs de fonds, mais également celui du développement des communautés. Dans ce type d'approche communautaire, les impacts souhaités relatifs au développement de la participation sociale et des interactions sociales sont le résultat d'une vision à long terme, ils pourraient ne pas être visibles immédiatement mais pourraient prendre beaucoup de temps. En effet certains projets nécessitent des changements de pratiques durables et doivent s'inscrire dans la durée, ce qui ne coïncide pas toujours avec d'autres échéances comme des élections ou des bilans annuels.

Dans l'action collective en développement des communautés certains auteurs appellent les acteurs à considérer avec une grande attention les « résultats transitoires »<sup>108</sup>, ceux-ci sont définis comme « des choses observables dans la pratique (activité document, évènement clé, etc.) un résultat est transitoire parce qu'il ne constitue pas la fin d'un processus, mais qu'il est plutôt le marqueur d'une progression de l'action vers l'atteinte des buts. Chaque résultat transitoire représente un repère de cette progression parmi les opérations quotidiennes associées à la conduite de l'action collective. ». Un résultat transitoire peut par exemple être la création d'un réseau ou encore le fait qu'un acteur ou un réseau d'acteurs obtienne un financement pour actualiser un projet, citons encore l'engagement d'acteurs décisionnels dans la réalisation du changement. Ceux-ci appellent à reconsidérer les effets de l'action intersectorielle locale par sa dynamique cyclique et à permettre des ajustements en fonction de l'évolution des circonstances, et des contextes politiques et environnementaux.

Le temps qu'il faut pour stimuler la mobilisation représente un obstacle constant pour les groupes concernés par le développement des communautés. Néanmoins, dans le champ de

---

<sup>108</sup> Léa-Roback (2018), *op. cit.* p. 51.

l'interaction sociale, serait-il préférable de mettre les conditions favorables pour engranger un premier petit changement mais qu'il soit bien ancré et qu'il soit à l'initiative des citoyens, celui-ci pouvant susciter une série de petits changements par la suite, « *au niveau municipal c'est l'accumulation de petites actions qui peuvent jouer de façon positive ou négative dans la qualité de vie au quotidien* » (Élu 2 ville de Montréal). Parfois il peut sembler difficile dans ce type de démarche de pousser le premier domino néanmoins une fois cela fait, cela peut donner lieu à beaucoup de choses imprévues. L'interaction entre deux personnes peut donner lieu à des choses auquel nous n'aurions pas pensées, suite à une fête de voisins, un citoyen témoigne « *Des voisins se sont mis ensemble pour rénover la maison d'une voisine qui vit seule, un autre précise nous avons depuis la première fête, mit en place un groupe Facebook, organisé des ventes de garage de quartier, plantation de vivaces et illumination d'un sentier l'hiver.* » Le comportement d'un système complexe adaptatif est imprévisible sur la base de ses composantes ou du système entier<sup>109</sup>. Lorsque l'on connecte deux personnes d'autres propriétés non attendues émergent des systèmes, comme par exemple de l'entraide informelle, le repérage des aînés isolés, l'accueil des nouveaux arrivants, la sécurité ou encore une meilleure gestion des situations d'urgence. S'agirait-il alors de modifier les connexions au niveau communautaire, de s'appuyer sur les organismes et les tables de quartier, afin de tenter d'activer les propriétés émergentes des systèmes<sup>110</sup>.

### **Valoriser la créativité**

Le RQVVS semble depuis toujours laisser une place de choix à la créativité. En effet le Réseau est par exemple initiateur et créateur de la fantaisie guidée<sup>111</sup>, il s'agit de réaliser un atelier projectif, cela fait appel à des compétences en animation qui permettent de briser la glace, de mettre en avant la créativité, les représentations, les gens dessinent, imaginent leur ville, leur rue. Dans un contexte de complexité comment pouvons-nous nous connecter à notre créativité afin de s'en servir comme levier pour rejoindre toutes les populations par exemple, *c'est sûr qu'il y a tout l'obstacle de la communication, c'est comment on communique bien dans notre quartier, lorsque l'on veut organiser tel ou tel truc, on a des gens qui ne lisent pas les médias sociaux ou internet ou quoi que ce soit, donc on ne peut pas les rejoindre de la même façon qu'un autre type de clientèle,*

---

<sup>109</sup> You C. *et al. Op. cit.* p. 47.

<sup>110</sup> Durie R. et Wyatt K. (2013), Connecting communities and complexity: a case study in creating the conditions for transformational change. *Critical Public Health*, 23(2), 174-187.

<sup>111</sup> RQVVS. (2004), *La fantaisie guidée - Atelier de vision stratégique*. Document disponible sur : <https://rqvvs.qc.ca/outils-et-publications/outil/atelier-de-vision-strategique-la-fantaisie-guidee>

*alors de bien communiquer ce que l'on fait, simplement, dans un langage accessible, je pense que ça c'est un défi, le jargon un peu bureaucratique, compte rendu, etc. » (Démarche Habiter mon quartier Gatineau).*

La notion de créativité peut d'une certaine façon rejoindre la notion du temps évoquée précédemment puisqu'il convient de reconnaître que la créativité c'est par phase et qu'il est normal qu'il y ait des temps creux. Dans les projets tels que Voisins solidaires ou Habiter mon quartier, le citoyen étant au centre il s'agit d'être alerte, imaginatif et audacieux, ceci d'autant plus dans un contexte de coupures financières, *« aujourd'hui, moi je pense qu'il faut être très actif, il faut des priorités quant aux investissements et à l'utilisation des sommes d'argent qui sont mises à notre disposition beaucoup de gens pensent que les villes sont riches, il y a de l'argent mais il y a de moins en moins donc avec ce que l'on a en moins il faut arriver à être le plus créatif possible. »* (Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield).



## Conclusion

L'*empowerment* prend tout son sens à l'échelle locale puisque le principe même du développement des communautés est que les personnes concernées y prennent part intensément. Fleuret (2015) estime que malgré de nombreux résultats prometteurs dans différents pays, au Québec, au Mali, au Brésil, l'échelle micro-locale demeure actuellement largement ignorée. L'approche communautaire c'est une mobilisation, une mise en lien, le fait de créer un environnement favorable pour que les gens se rencontrent. Les anciens modes de fonctionnement vacillent, les défis sociétaux se multiplient face au développement technologique, il s'agit de remettre l'humain au centre en donnant la possibilité à la société civile de s'engager concrètement dans la construction de milieux de vie désirables. S'agirait-il de faire reposer les constructions locales en santé sur l'échelle très fine du domicile ou du voisinage ? « Cela passe, d'un point de vue opérationnel, par une reconquête de l'échelle domiciliaire, par exemple au travers du rôle des agents communautaires de santé ou des habitants relais-santé ou au travers des manifestations qui animent les lieux (fête de quartier, temps collectifs de socialisation). »<sup>112</sup>.

Pour conclure, le développement des communautés, tel qu'il est promu par les différentes démarches évoquées Voisins solidaires, Habiter mon quartier ou encore Solon collectif vise à agir sur les déterminants de la santé et à réduire les inégalités sociales de santé grâce au renforcement du pouvoir d'agir des citoyens et des communautés au sein de leurs milieux de vie quotidien. Ces démarches visent à générer des interactions sociales, des transformations concrètes et significatives dans les milieux. Elles sont évolutives, non linéaires, progressent dans un contexte d'incertitude où la clé du changement est l'engagement des acteurs. Le développement d'une vision collective permet de faire de ces démarches des stratégies. Il n'y a pas de recettes magiques, il faut tester, expérimenter, être créatif, et toujours optimiste, identifier les compétences dans l'intersectorialité, avoir une posture de compréhension et ne pas être sur la défensive. Il s'agit de correspondre aux besoins, à la culture et à l'histoire des communautés, d'évaluer, d'écrire des retours d'expériences.

---

<sup>112</sup> Fleuret S. (2015), Construction locale de la santé : quels sont les facteurs de réussite des projets locaux de santé communautaire ? *L'espace politique*.

L'une des limites de l'enquête menée est que les élus rencontrés sont pour la totalité des membres du Réseau, il y a fort à penser qu'ils soient particulièrement sensibles aux questions de la participation citoyenne et du développement du pouvoir d'agir des individus et des communautés.

### ***Des enseignements méthodologiques et une première approche du milieu municipal***

L'opportunité d'évoluer durant ces 4 mois au sein d'une OBNL constituée d'une petite équipe, m'a permis d'avoir une vision d'ensemble du fonctionnement de l'organisme, de collaborer avec l'ensemble de mes collègues et de découvrir par exemple le travail de communication et de relations presses. De part ma mission en gestion de projet, j'ai été appelé à mobiliser une grande variété de compétences relationnelles et professionnelles. Le sentiment d'être à la fois dans la réflexion, la création d'outils, et de voir à long terme les résultats sur le terrain, puisque j'ai eu de nombreux échanges directs avec de multiples acteurs m'a permis de mobiliser mes compétences d'adaptation et de me faire une idée du rôle rassembleur du professionnel promoteur de la santé. Lors de ce stage j'ai également apprécié le fait de pouvoir mobiliser de multiples concepts étudiés de façon théoriques cette année (santé communautaire, concepts de psychologie, etc.) et de me familiariser avec différents logiciels, tels que la plateforme de collaboration à distance VIA, mailchimp, surveymonkey, canva, etc. Cet exercice me sera d'une grande utilité dans mon avenir professionnel. Je me suis également rendu compte à quel point nos activités sont gouvernées par les sources de financements. Les appels à projets et leurs financements ne prennent pas toujours en compte le temps que l'on a passé à le rédiger, toutes les recherches qui ont été faites en amont, etc.

### ***Perspective d'avenir***

Engagée dans des associations depuis de nombreuses années, ce qui m'a attiré dans le réseau, c'est la capacité d'action que peut avoir un organisme associatif, toute la créativité et les projets ambitieux qui peuvent en découler. Ayant réalisé mon stage de Master 1 au sein de la Chaire de recherche promotion de la santé (Santé publique France) à l'EHESP, cette année j'ai trouvé une fois de plus un réel intérêt à travailler au sein d'une structure qui participe par ses travaux à l'amélioration de la prise en compte des déterminants sociaux de la santé, et à la sensibilisation des professionnels à la culture de la promotion de la santé. En travaillant sur le sujet de mon mémoire ma vision du promoteur de la santé s'est affinée. Cette expérience auprès des acteurs du monde municipal me permettra de m'insérer professionnellement avec ces connaissances, et de comprendre plus rapidement les enjeux et l'expertise que chacun des acteurs peut amener.



Forte des enseignements tirés de cette nouvelle expérience je souhaite m'investir à la reconnaissance de la pertinence du niveau micro-local (tout en prenant en compte la nécessité des engagements aux différents échelons) pour développer le pouvoir d'agir des citoyens et des communautés. Il s'agit d'un défi passionnant, la richesse de ce sujet m'a par ailleurs quelque peu déstabilisé à certains moments.

Je souhaite m'investir dans la recherche de solutions locales pour développer le pouvoir d'agir des individus et des communautés, et sortir de l'échelle individuelle pour aller vers une échelle collective de développement des milieux et de réappropriation de l'espace public. Ce stage a suscité ma volonté de rassembler différents acteurs, de travailler au décroisement et à la valorisation des travailleurs de milieux et des mobilisateurs de milieux. Il a également souligné l'importance d'oser expérimenter, et de se tourner autant que possible vers les processus d'intelligence collective, de co-création, de transparence, de communication consciente et non violente et les modes de gouvernance partagée.

## Bibliographie

Armstrong H. et Boucher A. (2013), *Les représentations et les pratiques de voisinage*. Université Laval, département de sociologie.

Bagnall. *et al.* (2016), National Institute for Health and Care Excellence Primary Research Report 1: Community engagement – approaches to improve health: map of current practice based on a case study approach.

Barr-Anderson *et al.* (2012), A school-based, peer leadership physical activity intervention for 6th graders.

Beauchemin M. *et al.* (2002), La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement sociale et au développement des communautés. Institut national de santé publique.

Bender A.M.*et al.* (2015), Neighborhood social capital is associated with participation in health checks of a general population: a multilevel analysis of a population-based lifestyle intervention – the Inter99 study, *BioMedCentral Public Health* 15:694.

Bernard *et al.* (2007). Health inequalities and place : a theoretical conception of neighbourhood. *Social Science and Medicine*.

Boisvert et Milette (2009), Le développement des communautés au Québec : la part de l'intelligence collective. *Santé publique*.

Bourdillon F. *et al.* (2016), *Traité de santé publique 3ème édition* Lavoisier médecine science

Brassard D. *et al.* (2009), La créativité dans le soutien territorial à l'innovation au Québec. Le rôle des catalyseurs et des cercles de créativité. Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT). Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Breton E. *et al.* (2017), *La promotion de la santé. Comprendre pour agir dans le monde francophone*. Les presses de l'EHESP.

Bruchon-Schweitzer M. (2002), *Psychologie de la santé. Modèles, concepts et méthodes*. Paris : Dunod

Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé. (2018), *Ressources de proximité et santé. Synthèse des connaissances*.

Chavez R., *et al.* (2004), The social capital: health relationship in two disadvantaged neighbourhoods, *Journal of Health Services Research & Policy*, October 1, 2004, vol. 9, no suppl. 2, p. 29-34

David O. (2006), Espaces géographiques et sociétés, Université Rennes-II. La santé de l'homme. 383 | MAI/JUIN 2006 | Pages 18-20

Deci E.L., *et al.* (1999), A meta-analytic review of experiments examining the effects of extrinsic rewards on intrinsic motivation, *Psychological Bulletin*, 125, n°6, p. 659

Deschamps J. (2003), « Une « relecture » de la charte d'Ottawa », *Santé Publique*, vol. 15.

Diez Roux A. V. et Mair C. (2010), Neighborhoods and health, *Annals of the New York Academy of sciences*, Issue: The Biology of Disadvantage, Ann. N.Y. Acad. Sci. 1186 (2010) 125–145 c\_2010 New York Academy of Sciences.

Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. (2010), *Cadre conceptuel de la santé et de ses déterminants. Résultats d'une réflexion commune.*

Durie R. et Wyatt K. (2013), Connecting communities and complexity: a case study in creating the conditions for transformational change. *Critical Public Health*, 23(2), 174-187.

F Hanleybrown. *et al* (2012), Channeling Change: Making Collective Impact Work. *Stanfords social innovation review.*

Fleuret S. (2015), Construction locale de la santé : quels sont les facteurs de réussite des projets locaux de santé communautaire ? *L'espace politique.*

Gaudet S. (2011), La participation sociale des Canadiens : une analyse selon l'approche des parcours de vie. *Canadian Public Policy— analyse de Politiques*, vol. xxxvii, supplément/Numéro Spécial

Gaudet S. et Turcotte M. (2013), Sommes-nous égaux devant « l'injonction » à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie. *Sociologie et société.*

Godbout J. (2000), *Le don, la dette et l'identité : homo donator versus homo oeconomicus*, Montréal : Boréal, 190 p.

Godbout, J. (1995), *L'esprit du don*, Montréal : Boréal, 344 p.

Goudet B. (2009), Développer des pratiques communautaires en santé et développement local, chronique sociale. *Chronique sociale.*

Great Britain. Department for Communities and Local Government. (2008), *How encouraging positive relationships between people can help build community cohesion. Guidance on meaningful interaction.* National community Forum.

Guichard A, Potvin L. (2010), Pourquoi faut-il s'intéresser aux inégalités sociales de santé ? In : Potvin L., Moquet M.-J., Jones C.M. la réduction des inégalités sociales de santé. Saint Denis : Inpes, coll. Santé en action, 2010 : 280 p.

Hassenteufel P. (2010), Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics. *Informations sociales*, 157,(1), 50-58.

Health and Social Care Board and Public Health Agency. (2012), *Community Development Strategy for Health and Wellbeing 2012-2017.*

Holt-Lunstad J., *et al.* (2010), Social Relationships and Mortality Risk: A Meta-analytic Review. *PLOS medicine*.

Initiative montréalaise de soutien au développement social local. (2008). Projet d'identification des conditions favorables à la concertation locale. Rapport final.

INPES (2016), Dossier : les intervenants du social : quel rôle pour promouvoir la santé des populations ? *La santé en action*.

Institut de la statistique du Québec (2012). Données sociodémographiques en bref.

Institut national de santé publique du Québec. (2014). Développement des communautés au sein des communautés d'expression anglaise au Québec : leçons tirées d'un projet de recherche-action participative

Jopling K. (2015), Promising approaches to reducing isolation and loneliness in later life. Age UK.

Lachapelle R. et Bourque D. (2007), Pratiques d'organisation communautaire en CSSS et programmes de santé publique. Rapport de recherche. Université du Québec en Outaouais.

Lavallée D., *et al.* (2017), Denise Lavallée coordonnatrice de Rouyn-Noranda ville et villages en santé artisanale de la concertation intersectorielle locale. *Récits biographiques en intervention collective au Québec*. Chaire de recherche du Canada en intervention communautaire.

Le Tarte G. (2009), Résumé du rapport d'évaluation des effets de l'expérience québécoise de la fête des voisins. Étude produite à la demande de Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Léa-Roback (2018), Le point sur...l'action intersectorielle. Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé.

Leigh-Hunt N., *et al.* (2017), An overview of systematic reviews on the public health consequences of social isolation and loneliness. *Public Health*.

Lenzi M. *et al.* (2012), How Neighborhood Structural and Institutional Features Can Shape Neighborhood Social Connectedness: A Multilevel Study of Adolescent Perceptions. *Society for Community Research and Action*.

M Rondier, et A Bandura. (2004), Auto-efficacité. Le sentiment d'efficacité personnelle. Edition OpenEdition Journals.

Mauss M. (2012), *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, 1923*, Puf, 2e édition, 241 p.

Michie *et al.* (2011), The behaviour change wheel: A new method for characterising and designing behaviour change interventions.

Milton B. et al. (2011), The impact of community engagement on health and social outcomes: a systematic review, *Community Development Journal*, vol. 47, Issue 3, p. 316-334

Moleux M., et al. (2011), Les inégalités sociales de santé : déterminants sociaux et modèles d'action [Rapport]. Paris : Inspection générale des affaires sociales, 2011 : 124 p.

Montminy P. et Lévesque J. (2011), Santé et solidarités de voisinages exploration des connaissances et des bonnes pratiques rapport final.

National community Forum. (2008), How encouraging positive relationships between people can help build community cohesion. Guidance on meaningful interaction.

OMS (1986), *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé*, Genève, OMS.

OMS (2009) Comblent le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé. Rapport final de la Commission OMS des Déterminants sociaux de la Santé.

OMS Bureau régional de l'Europe. (2013), Synthèse : promotion de l'activité physique chez les groupes socialement défavorisés : principes d'action.

Panet-Raymont *et al.* (2002), Le bénévolat comme passage vers le développement social. *Nouvelles perspectives sociales*.

Paré I. (2018), La solitude mine la santé psychologique et physique. *Le Devoir*.

Pink D.H. (2016), *La vérité sur ce qui nous motive*, trad. par Rozenbaum M., Edition "Clés des Champs"

Potvin, L. (2007), Managing uncertainty through participation. In D. Mc Queen et I. Kickbush (dir.). *Health and modernity. The role of theory in health promotion*. New York : Springer. 103-128.

Putnam R. (1993), *Making democracy Work*. *Princeton University Press*, Princeton.

Remillard Boilard. (2015). Sociabilité de voisinage des personnes âgées : étude exploratoire du quartier Jardins-Fleuris de Sherbrooke. Mémoire.

Rémillard-Boilard. (2015), Mémoire. Sociabilité de voisinage des personnes âgées: étude exploratoire du quartier Jardins-Fleuris de Sherbrooke.

Richardson M. (2014), *Développement des communautés au sein des communautés d'expression anglaise au Québec : leçons tirées d'un projet de recherche-action participative*. INSPQ.

Ridde V., *et al.* (2012), L'approche Realist à l'épreuve du réel de l'évaluation des programmes. *Revue canadienne d'évaluation de programme*. "Special Issues in Complex Evaluation"

RQVVS. (2004), *La fantaisie guidée - Atelier de vision stratégique*. Document disponible sur : <https://rqvvs.qc.ca/outils-et-publications/outil/atelier-de-vision-strategique-la-fantaisie-guidee>

RQVVS. (2015), « Planification stratégique 2015-2019 ».

RQVVS. (2017). Voisins solidaires, guide de mise en œuvre à l'intention des municipalités et des organisations locales. Version électronique disponible sur le site [rqvvs.qc.ca](http://rqvvs.qc.ca)

RQVVS. L'individualisme dans notre société. Dossier accessible sur internet. Consulté le 28/07/2018.

Simard P. (2005), *Perspectives pour une évaluation participative des villes et villages en santé*. Institut national de santé publique. Direction développement des individus et des communautés

Statistique Canada (2012), « Canadiens dévoués, Canadiens engagés : rapport de tableaux, 2010 », in L'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP), Ottawa.

Tocqueville A. (1999), *De la démocratie en Amérique*, t.II., deuxième partie, chap. II, Gallimard, Folio-Histoire, Paris, p.143 - 145

Vaandrager. et Kennedy. (2017), *The application of salutogenesis in communities and neighborhoods*. The handbook of salutogenesis.

Vallerie B. et Le Bossé Y. (2006), Le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement. *Les sciences de l'éducation pour l'Ére nouvelle*, 9(3), 35-47

Vyncke V., et al. (2013), Does neighbourhood social capital aid in levelling the social gradient in the health and well-being of children and adolescents? A literature review, *BMC Public Health* 2013, 13:65

WHO Europe. (1984), *Health promotion: a discussion document on the concept and principles: summary report of the working group on Concept and Principles of Health Promotion*, Copenhagen, 9-13 juillet 1984, Copenhagen, WHO regional Office for Europe.

You C. et al. (2017). Intervenir localement en promotion de la santé. Les enseignements de l'expérience du pays de Redon-Bretagne sud : Sept fiches pour accompagner le renforcement des capacités d'action en faveur de la santé et du bien-être de la population. Rapport. Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique. (E.H.E.S.P.). Rennes. FRA. Disponible sur : <http://www.bdsp.ehesp.fr/Base/512393/7>

Zenaida R. Ravanera. (2007), Informal Networks Social Capital of Fathers: What Does the Social Engagement Survey Tell Us? *Social Indicators Research* 83(2):351-373

## Sitographie

Réorganisation du réseau. In Ministère santé et services sociaux Québec. MSSS [en ligne]. MSSS, 3 août 2018, [consulté le 4 août 2018]. Disponible sur : <http://www.msss.gouv.qc.ca/reseau/reorganisation/portrait-organisationnel/>

### ***Autres références :***

A Alber. (2013), Mode d'emploi Sonal. Université F. Rabelais (Tours) / UMR C.I.T.E.R.E.S.  
<http://www.sonal-info.com/sites/all/exec/Mode%20d%27emploi%20Sonal.pdf>

Jean, B. et Dionne, S. Instrument de suivi de la vitalité des communautés rurales (ivcr) Présentation dans le cadre d'un séminaire organisé par le Secrétariat du développement rural, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), Université du Québec à Rimouski (UQAR). Québec, le jeudi 12 avril 2012.

Kent. (2016), Document de référence Habiter mon quartier, faites vous-même votre ville.

RQVVS. (2016), Rapport projet pilote Voisins solidaires.

RQVVS. (2018), Cahier du participant à destination des travailleurs sociaux souhaitant mettre en place une démarche Voisins solidaires.

Ville de Laval. (2018), Fiches « Le développement social ».

WHO. (2008), Commission on Social Determinants of Health (presentation), 28 août 2008,  
[http://www.who.int/social\\_determinants/final\\_report/media/csdh\\_report\\_wrs\\_fr.p](http://www.who.int/social_determinants/final_report/media/csdh_report_wrs_fr.p)

## Liste des annexes

Annexe 1 : Profils des enquêtés

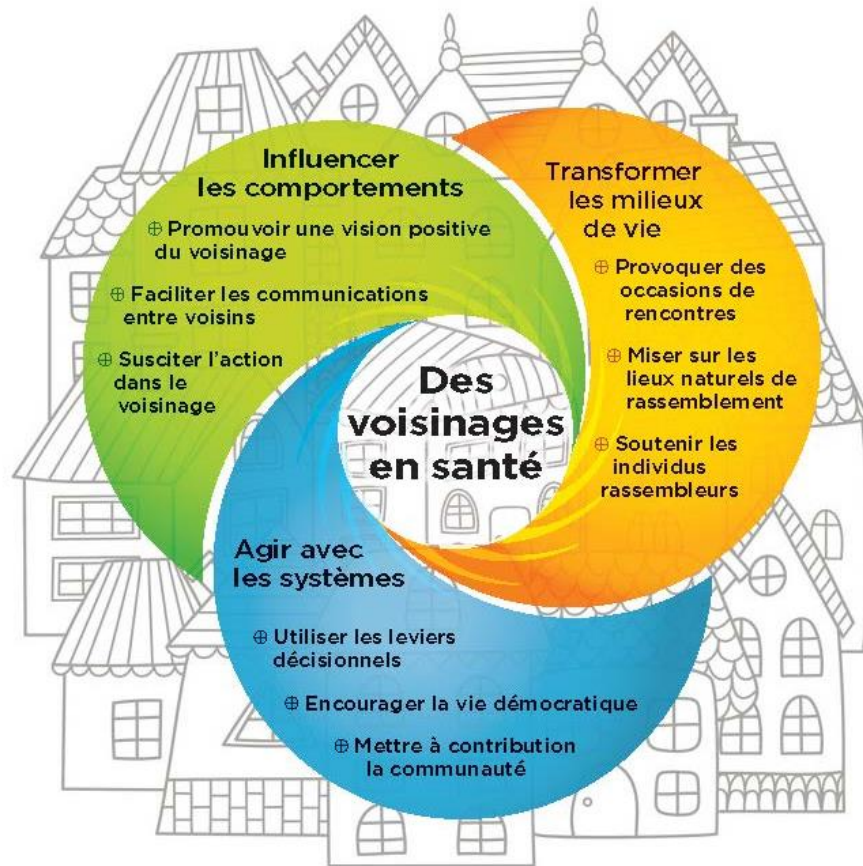
Annexe 2 : Schéma des neuf champs d'action – Voisins solidaires



### Annexe 1 : Profils des enquêtés

	Profil des enquêtés	Date de l'entretien	Type d'entretien	Durée moyenne (min)	Consentement pour l'enregistrement et la retranscription (%)
OBNL Solon collectif	Chargé.e de mobilisation à Solon collectif.	16/07/2018	Téléphonique	40'15	+
Organisme communautaire Action prévention Verdun	Directeur Action prévention Verdun à l'arrondissement de Verdun à Montréal.	10/07/2018	Présentiel	45'20	+
CISSS Bas-Saint-Laurent	Organisateur/trice communautaire. Actuellement agent.e de planification, de programmation et de recherche dans le Kamouraska.	11/07/2018	Téléphonique	53'26	+
Démarche Voisins solidaires Kamouraska	Agent.e en charge de développer la démarche Voisins solidaires à la MRC du Kamouraska.	17/07/2018	Téléphonique	35'18	+
Démarche Habiter mon quartier Gatineau	Chef.fe de section en développement des communautés Planification et développement des communautés Service des loisirs, des sports et du développement des communautés à Gatineau. Projet Habiter mon quartier Gatineau.	04/07/2018	Téléphonique	51'29	+
Agent de développement municipalité Saint-Honoré de Témiscouata	Municipalité de Saint-Honoré de Témiscouata Agent.e de développement économique. Intérêt pour la démarche Voisins solidaires.	06/07/2018	Téléphonique	38'13	+
Élu 1 ville de Salaberry-de-Valleyfield	Ancien.ne élu.e maire de Salaberry-de-Valleyfield. Membre du Conseil d'administration du RQVVS.	20/07/2018	Téléphonique	56'37	+
Élu 2 ville de Montréal	Élu.e conseiller.e d'arrondissement du district De Lorimier sur le Plateau à Montréal. Membre du Conseil d'administration du RQVVS.	13/07/2018	Présentiel	50'24	+
				46'27	100

**Annexe 2 : Schéma des neuf champs d'action – Voisins solidaires**



LE RU	Aurélie	Septembre 2018
<p><b>MASTER 2 DE SANTÉ PUBLIQUE MENTION PROMOTION DE LA SANTÉ ET PRÉVENTION</b></p> <p>Promotion 2017 - 2018</p>		
<p><b>PARTICIPATION SOCIALE ET VOISINAGE : CREER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'ENTRAIDE ET STIMULANT LES INITIATIVES CITOYENNES, LE CAPITAL SOCIAL ET LE POUVOIR D'AGIR DES COMMUNAUTES</b></p>		
<p><b>Résumé :</b></p> <p>Les relations entre la participation sociale, le bien-être, l'inscription forte dans un micro territoire qui développe le sentiment d'appartenance et le capital social ont été démontrées à maintes reprises. Nous ne sommes pas tous égaux face à l'injonction à participer. Dans le présent mémoire nous nous intéressons particulièrement à la participation sociale au sein des réseaux informels de grande proximité. En effet nous postulons que les interactions et l'entraide entre voisins ajoutent un autre espace de participation qui peut conduire ensuite à autre chose. Nous partons de l'idée que le développement de la participation sociale à cette échelle, est à la base d'un sentiment et d'une prise du pouvoir d'agir à un niveau macrosocial, les différentes formes de participation étant interreliées et se renforçant les unes avec les autres. Le présent mémoire s'appuie sur des expérimentations innovantes, tels que la démarche Voisins solidaires, la démarche Habiter mon quartier ou encore le projet « nos milieux de vie » de l'OBNL Solon collectif pour identifier les principaux défis rencontrés à cette échelle et dégager quelques préalables demeurant essentiels et adaptables à toute communauté qui souhaite aller petits pas par petits pas vers la création d'un environnement stimulant et soutenant en faveur des initiatives citoyennes.</p>		
<p><b>Mots clés :</b></p> <p>Pouvoir d'agir – capital social – entraide informelle – participation sociale – voisinage – milieu de vie quotidien – échelle micro-locale</p>		
<p><b><i>L'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires : ces opinions doivent être considérées comme</i></b></p>		

